

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 4 / DÉCEMBRE 2015
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Secteur privé Le moteur du développement

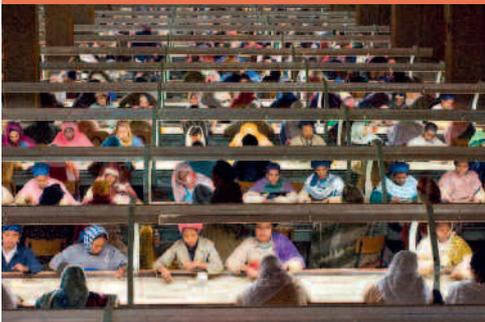
Menaces sur les nomades
Quotidien difficile en Somalie

Aide humanitaire mal répartie
Points chauds et conflits oubliés



Sommaire

DOSSIER



SECTEUR PRIVÉ

6 Le secteur privé, bénéficiaire et allié de la coopération

Les petites entreprises sont le moteur de la croissance dans les pays en développement. Les firmes du Nord peuvent aussi contribuer à réduire la pauvreté.

10 Vaches, poules et abeilles en leasing

Au Kenya, le microleasing connaît un grand succès auprès des agriculteurs et entrepreneurs les plus pauvres, qui n'ont pas accès au crédit

12 Ces paysans qui n'intéressent pas Max Havelaar

Entretien avec Patrick Struebi, fondateur de Fairtrasa, une entreprise sociale qui pratique le commerce équitable de fruits et de légumes « bio » produits en Amérique latine

14 Construis ta maison toi-même !

Au Mexique, l'entrepreneur social Francesco Piazzesi a révolutionné la construction de logements pour les pauvres

16 Du soleil à la place du kérosène

Avec le soutien du Seco, un fonds d'investissement suisse favorise la diffusion de lampes solaires dans des régions non raccordées à l'électricité

17 Faits et chiffres

HORIZONS



18 Trois menaces pèsent sur les nomades somaliens

Les habitants de la Somalie sont confrontés simultanément à la sécheresse, au terrorisme et aux conflits entre clans

21 Sur le terrain avec...

Laila Sheikh et Lukas Rüttimann, responsables de la coopération dans la Corne de l'Afrique, à Nairobi

22 Étrangère dans ma patrie, mais pleine d'espoir

Après un retour difficile au Somaliland, sa terre natale, Zahra Jibril explique pourquoi elle a choisi d'y rester malgré tout

DDC



23 L'avertissement plutôt que la sanction

En Bosnie et Herzégovine, le nouveau droit pénal des mineurs favorise la réinsertion des jeunes délinquants

24 Le lait de la Terre-Mère

Avec l'appui du programme BioCultura, les paysans boliviens adaptent leurs méthodes de culture traditionnelles aux nouvelles conditions climatiques

FORUM



27 Quand l'aide humanitaire joue avec l'interrupteur

Après le séisme d'avril dernier, le Népal était à la une de tous les médias et a vu déferler l'aide humanitaire. D'autres crises ont sombré dans l'oubli.

30 Fini les romances, j'entre en guerre

Carte blanche : Marius Ivaskevicius explique pourquoi il a renoncé provisoirement à écrire des histoires d'amour

CULTURE



31 L'art dans les régions en crise

Les activités artistiques ouvrent de nouvelles perspectives lors de conflits, comme le montrent un théâtre pour les jeunes à Gaza et un festival culturel en Géorgie

3 Éditorial

4 Périscope

26 DDC interne

34 Service

35 Coup de cœur avec Nicolas Righetti

35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



Le secteur privé, notre partenaire

Les négociations internationales relatives au financement du développement et à l'agenda post-2015 ont mis en évidence des divergences d'opinions sur deux points : quelle responsabilité les pays pauvres doivent-ils assumer eux-mêmes afin de mettre en place un développement durable et quel engagement peut-on attendre des pays riches dans le cadre de la coopération au développement ?

En revanche, un large consensus s'est établi au sujet du secteur privé : tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître que ce dernier joue partout et toujours un rôle essentiel pour l'économie. Même dans les pays en développement, il représente plus de 90% des emplois et permet aux collectivités de financer – par le biais des recettes fiscales – les services publics et les institutions sociales.

Ce constat sous-tend également une grande partie des activités de la DDC et du Secrétariat d'État à l'économie (Seco). D'une part, la coopération internationale de la Suisse soutient l'entrepreneuriat dans ses pays partenaires, en s'attachant par exemple à promouvoir le secteur financier local, la petite industrie ou la formation professionnelle. D'autre part, nous nous efforçons de contribuer au développement économique de nos pays prioritaires en concluant des partenariats avec des entreprises actives au niveau international. N'oublions pas que les investissements étrangers directs (IDE) représentent environ 50% des flux financiers vers les pays en développement. Leur montant est ainsi trois fois plus élevé que celui de l'aide publique au développement (APD). Il n'y a guère que dans les pays les plus pauvres où le rapport entre IDE et APD est encore inversé.

En tant qu'agence publique de développement, nous devons bien entendu rester conscients de la répartition des rôles au sein de ces partenariats avec le secteur privé. Notre but est toujours de promouvoir dans nos pays partenaires un développement qui réduise la pauvreté, préserve l'environnement et bénéficie aux grou-

pes défavorisés de la population. De leur côté, les entreprises privées se consacrent à leur activité principale et poursuivent en premier lieu des intérêts économiques, ce qui est bien compréhensible.

L'expérience a déjà souvent montré qu'il est possible de concilier les objectifs de développement et les intérêts économiques à long terme au profit des pays partenaires. La DDC a ainsi établi une trentaine de partenariats avec des entreprises, en majorité suisses. Ces alliances ont pour objectif, par exemple, de réduire la quantité d'eau utilisée dans la production agricole, de faciliter l'accès des petites entreprises aux prestations d'assurances et aux services financiers ou encore d'améliorer la prévention des catastrophes naturelles afin de prévenir les pertes de récoltes.

En participant à la conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement, en juillet dernier, j'ai trouvé particulièrement encourageant de voir que, pour des chefs d'entreprises ayant une vision axée sur le long terme, les intérêts économiques, sociaux et écologiques sont aujourd'hui indissociables. Les disparités sociales et la surexploitation des ressources ne nuisent pas seulement à l'homme et à l'environnement. Elles sont aussi mauvaises pour les affaires.

À mon avis, cette convergence des objectifs économiques, sociaux et écologiques peut conduire à une collaboration encore plus efficace entre acteurs étatiques, entreprises privées, ONG, fondations et universités. Si nous cessons de fonctionner « en silos », notre travail sera plus exigeant, mais en fin de compte plus efficace aussi.

Manuel Sager
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope



Rei Blinky

Des graffitis contre la violence

(gn) Avec un taux de 171 homicides pour 100 000 habitants en 2014, San Pedro Sula, dans le nord du Honduras, est la ville la plus dangereuse du monde. Deux gangs opposés y font régner la terreur. Trafic de drogue, corruption et petite délinquance rythment le quotidien de la population. « Beaucoup de gens n'osent pas sortir de chez eux, par crainte de ce qui pourrait leur arriver dans les rues. Malgré tout, San Pedro n'est pas vraiment l'enfer. On peut encore y vivre et même changer la situation », note l'artiste local Rei Blinky. Pour sa part, c'est armé d'une bombe aérosol qu'il s'attaque au problème. Ses graffitis de couleurs vives apaisent le climat de terreur. Son style inimitable est désormais connu dans tout le pays. Mais Rei Blinky n'est plus le seul à égayer les murs de San Pedro Sula. D'autres graffeurs ont suivi son exemple. Ils organisent aussi des ateliers pour initier les jeunes à l'art du spray, afin de modifier l'image de la ville. Depuis peu, leurs dessins s'enrichissent de textes. « Les gangs armés taguaient partout leurs marques. Nous avons décidé de réagir en apposant des citations de poètes honduriens », explique Merary Avila. Cette artiste a cofondé une section locale d'Acción Poética, mouvement qui couvre des murs de poèmes dans toute l'Amérique latine. reiblinky.flavors.me

Protéger la nature s'avère lucratif

(gn) Le tourisme peut favoriser la biodiversité, mais à certaines conditions seulement. Des réserves naturelles et des parcs animaliers voient le jour un peu partout, afin d'attirer les touristes. Ces zones permettent aussi de protéger des espèces animales et végétales menacées. Cependant, l'arrivée massive de visiteurs risque de mettre la faune et la flore en danger, annulant le potentiel bénéfique du tourisme.

La Convention sur la diversité biologique vient de publier un manuel à ce sujet. Les auteurs recommandent d'impliquer la population locale dans tout projet de protection de la nature, car c'est elle la principale garante d'un tourisme durable : les gens qui vivent sur place sont les premiers à remarquer d'éventuels changements. Selon les experts, en effet, il est essentiel que les habitants participent à la conception et à la réalisation de projets touristiques et écologiques, et

qu'ils puissent en tirer un bénéfice. Matt Walpole, directeur du Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature, relève que l'écotourisme génère un bénéfice de 600 milliards de dollars, mais que seuls 10 milliards sont reversés aux projets concernés et à l'économie locale. « Or, il est prouvé que l'utilité d'une zone protégée est étroitement liée aux montants investis dans sa préservation », souligne-t-il.

www.cbd.int (tourism)

Les mines antipersonnel font moins de victimes

(gn) Depuis l'entrée en vigueur en 1999 de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel, ces engins font beaucoup moins de victimes. Le nombre de morts et de blessés, qui s'élevait encore à 25 par jour en 2000, est tombé à neuf en 2013. En 1999, les estimations faisaient état de 110 millions de mines terrestres disséminées à travers le monde. Depuis, environ 2 millions sont venues s'y ajouter. Des milliers d'autres ont été déterrées et neutralisées grâce à un travail de fourmi : entre 2008 et 2013, on a désamorcé plus de 1,5 million de mines antipersonnel et 107 000 mines anti-véhicules ; au total, 973 km² de terrain ont été déminés. En 2013, les trois quarts de ces activités se sont déroulées en Afghanistan, au Cambodge et en Croatie. De leur côté, le Bhoutan, la Hongrie et le Venezuela ont achevé leurs travaux de déminage en 2013, le Burundi en 2014. En Afghanistan, au Cambodge et en Colombie, où les mines ont fait le plus de victimes ces dernières années, le nombre des accidents a également reculé. En revanche, il a triplé entre 2012 et 2013 en Syrie, pays qui n'a pas signé la Convention d'Ottawa.

www.the-monitor.org

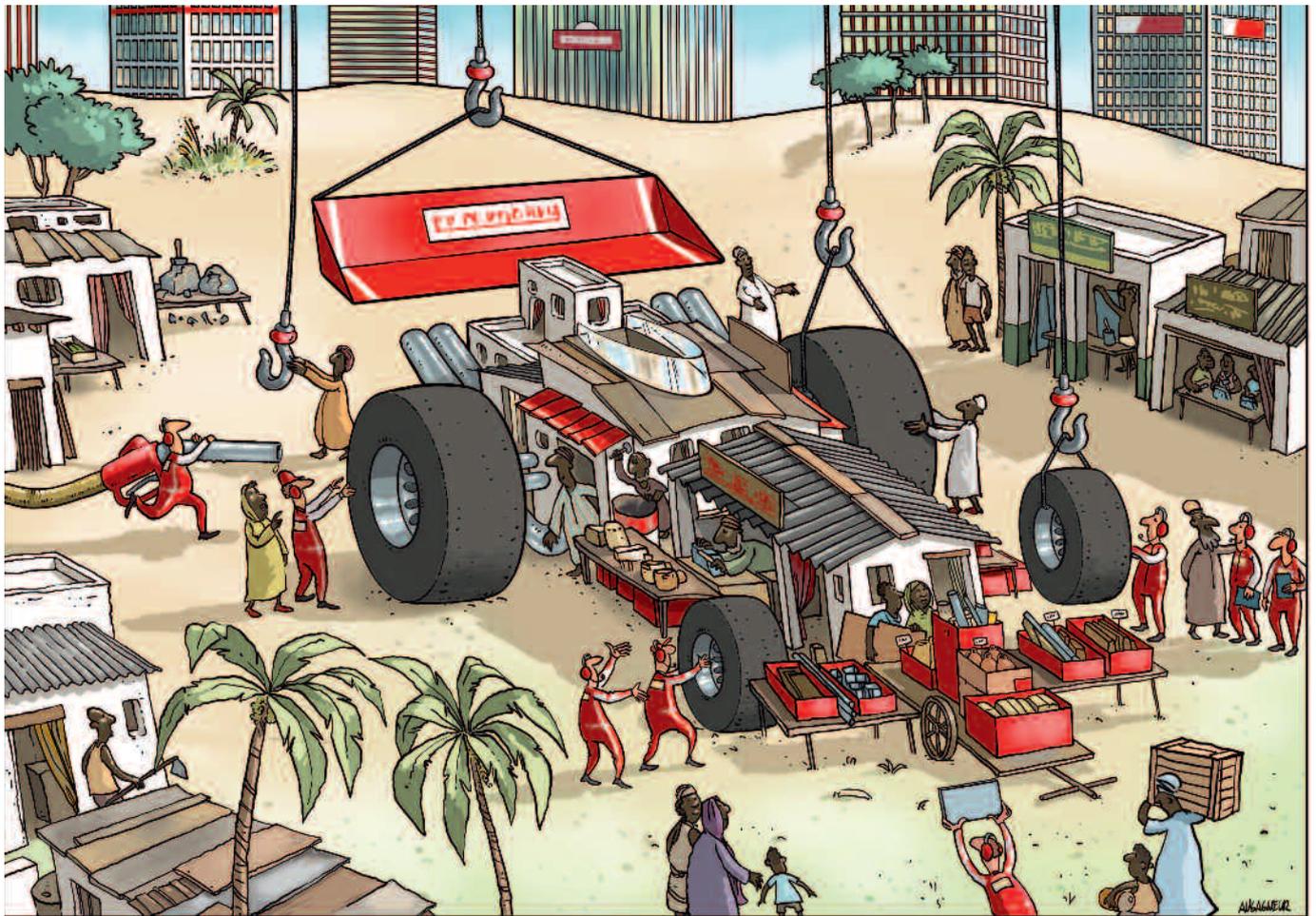
Station de radio dans un bidon

(gn) Dans le nord de l'Ouganda, de jeunes informaticiens et professionnels des médias testent une radio d'un genre nouveau. Le pays compte déjà une centaine de stations, mais les initiateurs du projet trouvent que celles-ci ne sont pas assez proches des gens. La plupart des émissions sont présentées en luganda ou en anglais, de sorte que bon nombre des quarante langues parlées dans le pays ne passent jamais sur les ondes. L'idée de RootIO est de créer un réseau comptant une multitude de petites stations qui préparent et diffusent leurs émissions en étroite collaboration avec la population. Ce projet veut offrir à un maximum d'Ougandais la possibilité d'écouter la radio dans leur propre langue. Quatre prototypes de microstations ont été mis au point à cet effet et sont déjà en



RootIO

service. La pièce maîtresse de l'installation, que tout un chacun peut assembler soi-même, est un simple téléphone intelligent raccordé à un émetteur. L'ensemble du matériel se place dans un bidon en plastique, qui protège les composants sensibles de la poussière et de l'eau. Le programme est contrôlé par une application qui permet au diffuseur de télécharger ses émissions ou de répondre aux désirs du public grâce à une fonction vocale. L'objectif suivant de RootIO est d'utiliser un serveur en nuage



pour mettre les émissions des microstations à la disposition de tous les utilisateurs raccordés.
www.rootio.org

Mieux que le soleil

(gn) En Inde, jusqu'à un tiers des récoltes pourrissent, faute de moyens de conservation appropriés. La méthode traditionnelle, qui consiste à sécher fruits et légumes au soleil, prend beaucoup de temps et dégrade la qualité des denrées. Quant aux installations de séchage industrielles, elles sont très chères et consomment beaucoup d'énergie. La *start-up* indienne Science For Society (S4S) a mis au point un nouvel appareil qui fonctionne à l'énergie solaire et convient également aux petits paysans : ce n'est pas l'air chaud qui assure la déshydratation, mais des conducteurs de chaleur directement

chauffés par le soleil. Mesurant environ 4 m², l'installation peut servir à sécher des fruits, des légumes, des épices ou des poissons. Selon ses inventeurs, les aliments ainsi conservés contiennent 45% de nutriments de plus qu'après un séchage au soleil. Un groupe de paysannes testent



actuellement ces appareils dans le cadre d'un projet pilote. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement finance les travaux et met à disposition un laboratoire servant à contrôler la qualité des produits séchés.
scienceforsociety.co.in

Recherche innovante sur le cancer

(gn) Depuis la levée de l'embargo, les chercheurs américains ont accès aux innovations médicales réalisées à Cuba. Ils s'intéressent tout particulièrement à un vaccin thérapeutique contre le cancer du poumon, le Cimavax, mis au point par le Centre d'immunologie moléculaire (CIM) de La Havane. Contrairement aux autres thérapies, le Cimavax ne s'attaque pas directement à la tumeur. Il stimule la production d'anticorps qui neutralisent une protéine indispensable à la croissance des cellules cancéreuses. Celles-ci cessent alors de se propager. « Le Cimavax est en mesure de jouer un rôle clé en santé publique », affirme Kelvin Lee, directeur de la recherche en immunologie au Roswell Park Cancer Institute de

Buffalo. Après le succès des essais cliniques réalisés à Cuba, il prépare l'autorisation de la substance aux États-Unis. Le Cimavax offre plusieurs avantages : non seulement ce médicament entraîne peu d'effets secondaires, mais une dose ne coûte qu'un dollar, alors qu'il faut déboursier jusqu'à 10 000 dollars par mois pour les traitements conventionnels. Cuba, qui accorde une grande importance à la santé publique, ne peut pas s'offrir des thérapies aussi onéreuses. Selon Kelvin Lee, c'est ce qui a poussé les scientifiques du CIM à se montrer très innovants : « Il y a trente ans que je travaille dans l'immunologie et je n'ai jamais vu un vaccin conçu de manière aussi intelligente. »

www.cim.cu

Le secteur privé, bénéficiaire et allié de la coopération

Nombre de petites et microentreprises ne font que vivoter dans les pays en développement. La coopération internationale les aide à accroître leur productivité, pour qu'elles contribuent davantage à la croissance. Parallèlement, elle collabore avec de grandes firmes du Nord, qui ont elles aussi un rôle à jouer dans la lutte contre la pauvreté. De Jane-Lise Schneeberger.



Dans une fabrique d'Addis-Abeba, des ouvrières trient les grains de café selon leur qualité. L'Éthiopie est le principal producteur de café d'Afrique. Ce secteur économique fait vivre plus de 15 millions de personnes.

Le secteur privé est le moteur de la croissance. C'est lui qui génère la plupart des emplois et des revenus. Il fournit des biens et des services indispensables à la société. Dans les pays en développement, il peine cependant à déployer tout son potentiel. Le tissu économique se compose principalement de petites et microentreprises et d'exploitations agricoles familiales. Beaucoup de ces structures sont très peu productives, n'emploient que quelques personnes et ne parviennent pas à s'agrandir. Opérant dans l'économie informelle, elles ne paient

en outre pas d'impôts. L'État se voit ainsi privé de recettes nécessaires pour financer les services publics, comme la santé et l'éducation, ou pour construire des infrastructures.

Impliquer les entreprises dans la formation

La DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), les deux offices qui mettent en œuvre la coopération suisse au développement, soutiennent depuis longtemps le développement du secteur pri-

vé. Avec des instruments différents, ils renforcent la productivité et la compétitivité des entreprises dans leurs pays partenaires.

La formation professionnelle est un domaine prioritaire de la DDC. « Il existe souvent une inadéquation entre les besoins des employeurs et les compétences disponibles sur le marché », constate Simon Junker, membre de l'équipe Emplois et revenu (e+i) à la DDC. Pour y remédier, les projets visent à impliquer davantage le secteur privé. « Les entreprises ont tendance à penser que la formation

elles étaient vendues en paquets trop volumineux. Katalyst a alors convaincu deux semenciers de conditionner leurs graines dans des mini-sachets et de mettre en place une stratégie de vente dans les villages. Une fois que les petits producteurs ont eu accès à ces semences améliorées, leur rendement a nettement augmenté.

Améliorer le climat des affaires

Des procédures administratives compliquées et des taxes rédhitrices sont d'autres contraintes qui



Les petites entreprises créent de nombreux emplois dans les pays en développement. Elles opèrent pour la plupart dans le secteur informel. Ci-dessus : un jeune homme dans une métallerie au Bangladesh et un salon de coiffure au Honduras.

professionnelle est l'affaire de l'État. Nous essayons de les convaincre qu'elles ont intérêt à y participer également, pour que l'enseignement réponde à leur demande. »

Insertion dans les filières commerciales

Le secteur privé a aussi besoin d'assistance technique pour se développer. C'est là une activité traditionnelle de la coopération au développement. Toutefois, elle ne suffit pas, note Peter Beez, chef de l'équipe e+i : « Cela ne sert à rien d'aider des paysans à installer un système d'irrigation s'ils ne peuvent pas vendre leurs légumes. Nous devons analyser la chaîne de valeur, afin de déterminer ce qui entrave leur accès au marché. » La solution peut passer par la création d'une coopérative et l'achat en commun d'un camion pour acheminer les récoltes vers la ville.

L'analyse de la chaîne de valeur se complète fréquemment par une stratégie appelée « Faire fonctionner les marchés au bénéfice des pauvres » (M4P). Celle-ci consiste à modifier les mécanismes du marché qui bloquent le développement des petites entreprises. Au Bangladesh, le programme Katalyst se fonde sur cette approche. Il a par exemple réalisé que les petits paysans n'achetaient pas les semences de légumes de bonne qualité, car

entravent le développement du secteur privé. Dans bien des pays, il faut par exemple plusieurs mois pour enregistrer une société. Avec l'appui du Seco, des organisations multilatérales aident les États à créer un cadre réglementaire et juridique propice aux activités commerciales et à simplifier les démarches administratives. Il convient aussi de réformer la fiscalité. « Le système de taxation de certains pays est tellement complexe que les petites entreprises, même si elles le voulaient, ne pourraient pas remplir leurs obligations fiscales. Cela ne les incite pas à sortir de l'économie informelle », remarque Liliana de Sá Kirchknopf, cheffe de la division Développement du secteur privé au Seco.

Effet de levier

Pour nombre d'entreprises, le manque d'accès aux services financiers reste un handicap, les banques se montrant très réticentes à leur égard. Plus de 10 000 institutions de microfinance (IMF) se sont créées au cours des dernières décennies pour répondre aux besoins des pauvres. Dans ce domaine, l'aide au développement joue souvent un rôle de levier : l'injection de capitaux publics permet à une IMF de démarrer ; une fois que ses affaires deviennent rentables, des investisseurs privés prennent le relais.

Essor de l'investissement durable

L'investissement durable ou à fort impact (*impact investing*) est en plein essor. De plus en plus d'investisseurs recherchent des placements qui ont des effets positifs sur l'environnement ou sur le développement, tout en produisant un rendement financier intéressant. Il existe aujourd'hui environ 300 véhicules d'investissements de ce type dans le monde, dont 106 sont dédiés à la microfinance. Environ un tiers des capitaux investis dans la microfinance sont gérés en Suisse. ResponsAbility et Symbiotics, à Zurich, ainsi que BlueOrchard à Genève, figurent parmi les plus grands gestionnaires d'actifs spécialisés dans ce domaine au niveau mondial. Ces trois entreprises font partie de Swiss Sustainable Finance, une plateforme soutenue par le Seco, qui veut faire de la Suisse le centre mondial de la finance durable.



Chris Stowers/Paros



G.M.B. Akash/Paros



Kathrin Heims/af

Paiements et épargne par téléphone

Le lancement de produits destinés aux pauvres présente souvent un risque trop élevé pour une entreprise. Celle-ci peut s'allier avec un donateur public qui apporte sa contribution financière et sa connaissance du contexte. Ainsi, c'est avec l'appui de l'agence de développement britannique DFID, que l'opérateur Vodafone a lancé au Kenya en 2005 le système de paiement par téléphone portable M-Pesa. Le but initial était d'aider les clients des institutions de microfinance à recevoir et à rembourser des crédits plus facilement. Aujourd'hui, 80% des Kenyans utilisent M-Pesa pour effectuer diverses transactions financières. Autre exemple: la DDC cofinance actuellement un projet de la firme bernoise E-Savings.club et de la Poste béninoise, qui vise à promouvoir la micro-épargne au Bénin en s'inspirant des tontines traditionnelles.

Divers aspects du secteur privé : vendeurs de rue à Djakarta; travailleur du textile à Calcutta; transferts d'argent par téléphone portable.

La DDC se concentre également sur l'amélioration de la gestion des IMF et la conception de produits financiers innovants, comme la microassurance. Elle soutient en outre l'éducation financière des clients, pour que ceux-ci ne tombent pas dans le piège du surendettement.

De son côté, le Seco finance les petites et moyennes entreprises à travers le Fonds d'investissement dans les marchés émergents (Sifem), une société entièrement détenue par la Confédération. «Le Sifem n'a pas pour mandat de maximiser ses profits. Cela lui permet de prendre plus de risques que des fonds privés et d'investir, par exemple, dans de jeunes pousses», explique Liliana de Sá Kirchknopf. Depuis sa création en 2005, il a contribué au maintien ou à la création de 342 000 emplois.

Partenariats avec des multinationales

Si le secteur privé du Sud est un bénéficiaire de la coopération au développement, celui du Nord en devient un partenaire. Depuis le début des années 2000, les pays donateurs s'efforcent de nouer des alliances avec de grandes entreprises pour accélérer la lutte contre la pauvreté.



Fabrique de Nescafé à Dongguan, en Chine. La DDC entretient des partenariats public-privé avec des multinationales, comme Nestlé. Elle les aide notamment à améliorer leurs pratiques sur le plan social et environnemental.

La DDC est ainsi engagée dans une trentaine de « partenariats public-privé pour le développement » (PPDP), principalement avec des multinationales suisses. « Notre souci n'est évidemment pas d'ouvrir de nouveaux marchés à ces firmes dans les pays du Sud », souligne Jean-Christophe Favre, conseiller en partenariats institutionnels à la DDC. « Nous poursuivons deux objectifs : d'une part, mobiliser des ressources additionnelles – financières ou non – pour réaliser des objectifs de développement ; d'autre part, aider les entreprises à répondre aux besoins des plus pauvres et à élaborer des modèles d'affaires responsables sur le plan social et environnemental. » Ce type de collaboration peut avoir un impact planétaire si la firme partenaire reproduit ensuite les résultats obtenus dans les autres pays où elle opère.

Au Vietnam, la DDC s'est associée à Nestlé pour mener un projet pilote qui a permis de réduire de 60% la quantité d'eau utilisée pour irriguer les plantations de café. Un autre PPDP, conclu avec l'assureur Allianz Re, vise à établir un système de microassurance dans sept pays d'Asie. Des technologies novatrices permettront de dédommager rapidement les riziculteurs en cas de pertes de récoltes.

Du côté des ONG de développement, on suit attentivement l'émergence de ces partenariats avec le grand capital. « Nous ne sommes pas fondamentalement opposés aux PPDP », assure Peter Niggli, ancien directeur d'Alliance Sud. « S'il s'agit d'amener une multinationale à modifier son fonction-

nement, en économisant l'eau par exemple, c'est une bonne chose. En revanche, il ne faut pas que les PPDP évoluent vers la délégation de tâches publiques à des acteurs privés. »

Faire des affaires de manière durable

Sur le plan multilatéral, la Suisse participe aux processus qui visent à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises. La principale initiative dans ce domaine est le Pacte mondial, lancé par l'ONU en 2000. Environ 8300 firmes de 170 pays y ont déjà adhéré. Elles se sont engagées à respecter dix principes universels qui concernent les droits de l'homme, les normes du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption. « Même s'il n'est pas contraignant, le Pacte mondial a induit beaucoup de changements », estime Luca Etter, de la division Institutions globales de la DDC. « Aujourd'hui, les multinationales s'interrogent sur l'impact de leurs activités. Elles doivent notamment s'assurer que leurs filiales n'emploient pas d'enfants et vérifier la provenance de leurs matières premières. »

Hystra, un cabinet international de conseil, aide ces entreprises à améliorer leurs pratiques. Selon Jessica Graf, sa représentante en Suisse, celles-ci réalisent qu'elles ont intérêt à promouvoir le développement : « Pour faire des profits, les multinationales doivent opérer dans un environnement sain. Elles ont besoin de travailleurs qualifiés, motivés et en bonne santé. De même, il faut que leurs fournisseurs soient productifs et compétents. » ■

Un plan ambitieux et onéreux

La réalisation des futurs Objectifs de développement durable (ODD) coûtera très cher. Selon des estimations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, il faudra investir entre 3300 et 4500 milliards de dollars par an dans les pays en développement. Cela représente 2500 milliards de plus que les montants consacrés actuellement aux secteurs visés par les ODD. L'aide internationale et la mobilisation des ressources locales ne pourront en financer qu'une petite partie. Le reste devra venir du secteur privé. Celui-ci est donc appelé à accroître considérablement ses investissements, en particulier dans les infrastructures, la sécurité alimentaire et l'atténuation des changements climatiques.

Vaches, poules et abeilles en leasing

Faute de pouvoir offrir des garanties, les paysans et entrepreneurs les plus pauvres n'ont pas accès au crédit. Le microleasing leur permet d'acquérir tout de même les biens nécessaires au développement de leurs activités. Cet instrument rencontre un grand succès au Kenya, où il a été introduit par Swisscontact.



Le microleasing a changé la vie de Janet Kebati Monyenye et d'autres paysans. Les vaches laitières et les poules pondeuses sont des acquisitions immédiatement rentables.

(jls) Janet Kebati Monyenye, âgée de 63 ans, est agricultrice dans le comté de Kisii, au Kenya. Jusqu'en 2008, elle cultivait du maïs, du millet et du sorgho sur un lopin de terre appartenant à son mari. Cette activité lui rapportait moins de 2 dollars par jour, de loin pas assez pour investir dans l'extension de son exploitation. Un jour, Janet a entendu parler d'un projet de Swisscontact qui vendait des biens agricoles en leasing aux petits paysans. Elle a alors décidé d'acheter une vache laitière pour le prix de 520 dollars. La vente du lait lui a permis de rembourser en six mois son crédit-bail. Ce premier contrat fut suivi par d'autres. Aujourd'hui, Janet est l'heureuse propriétaire de trois vaches, de plusieurs chèvres, de poules et d'une pompe pour irriguer ses cultures, lesquelles se sont diversifiées et étendues. Elle emploie deux ouvriers à plein temps et gagne 271 dollars nets par mois, soit cinq fois plus que le paysan moyen.

Un instrument idéal pour les femmes

Comme Janet, la plupart des petits paysans kenyans ne peuvent pas obtenir un prêt pour acquérir des outils de production ou élargir leur cheptel. Les banques et les institutions de microfinance exigent

en effet une caution pour octroyer des crédits. « Les plus pauvres ne possèdent ni terrain, ni maison, ni bétail à mettre en gage. C'est vrai en particulier pour les femmes qui n'ont aucun droit foncier. Le microleasing est donc idéal pour elles », explique Gabriella Crescini, responsable des relations avec les partenaires et clients chez Swisscontact.

C'est en 2006 que l'ONG suisse a eu l'idée de recourir à cet instrument novateur pour contourner les difficultés d'accès au crédit. Le microleasing présente plusieurs avantages. Le principal est qu'aucune garantie n'est nécessaire. C'est le bien loué qui en tient lieu, car il reste la propriété du don-



neur de leasing aussi longtemps que le client ne l'a pas complètement payé. Autre avantage : le preneur de bail peut payer les mensualités grâce aux revenus générés par son acquisition. Si c'est une vache laitière ou des poules pondeuses : le rendement est immédiat. Par contre, le paysan qui achète une pompe d'irrigation devra attendre la prochaine récolte pour en retirer le bénéfice. Le calendrier des remboursements tient compte de ce décalage.

Formation et assurance

Initialement, Swisscontact a collaboré avec un projet local de microfinance. Face à la demande croissante, une société autonome a été créée en 2009 sous le nom de Juhudi Kilimo. C'était la première société de microleasing du Kenya. La gamme des

Autosuffisante en trois ans

L'entreprise de microleasing Juhudi Kilimo, fondée en 2009, a connu une croissance très rapide. En février 2012 déjà, elle a atteint son seuil de rentabilité. Depuis, elle engrange des bénéfices qui lui servent à rembourser ses investisseurs. Aujourd'hui, cette société est présente dans tout le Kenya. Ses vingt filiales emploient au total quelque 140 collaborateurs. Depuis sa création, Juhudi Kilimo a déjà accordé 50 000 crédits-bails, principalement à des petits paysans. Les femmes forment la moitié de sa clientèle. Dans 95% des cas, les acheteurs paient ponctuellement les mensualités de leur contrat de leasing.

biens proposés s'est étoffée au fil du temps. Au début, elle comprenait des vaches laitières, des poules, des ruches et des pompes d'irrigation. Aujourd'hui, l'entreprise vend également des cochons, des lapins, des chèvres et toutes sortes d'équipements, tels que réservoirs d'eau, charrues, scies à chaîne, moulins à céréales, serres ou tracteurs. Cependant, les vaches laitières restent les plus demandées. Le contrat de microleasing inclut également une

a exporté ce modèle d'abord en Ouganda, en Tanzanie et au Rwanda. Puis elle a réalisé des études de faisabilité en Amérique latine : des projets pilotes sont en cours dans trois pays, où certains secteurs économiques ont manifesté un intérêt marqué pour le microleasing.

Au Salvador, la demande vient des apiculteurs. Ceux-ci doivent acquérir de nouveaux équipements pour se mettre en conformité avec les



Grâce au microleasing, les petits entrepreneurs et fermiers peuvent acquérir des équipements auxquels ils n'avaient pas accès auparavant. Cela leur permet d'accroître leur production.

formation technique et une assurance. Les clients doivent suivre une formation sur les méthodes d'élevage, la prévention des maladies vétérinaires ou l'utilisation des équipements qu'ils acquièrent. « Une fois que le paysan a appris les bonnes pratiques, le risque est moindre que sa vache tombe malade et meurt. Si cela devait tout de même se produire, il ne perdrait pas sa source de revenus, car tous les biens en leasing sont assurés. Juhudi Kilimo lui fournirait donc un autre bovin », explique Gabriella Crescini.

L'acquisition d'un bien agricole productif change considérablement la vie des petits paysans. Certains d'entre eux ont doublé ou triplé leur revenu annuel. À titre d'exemple, cinquante poules pondeuses peuvent rapporter 600 dollars par an et une bonne vache laitière plus de 1600 dollars.

Exportation du modèle

Devant le succès rencontré au Kenya, Swisscontact

normes de l'Union européenne, leur principal marché d'exportation. Ce matériel coûte entre 3000 et 5000 dollars. Au Nicaragua, les boulangers et les meuniers souhaitent moderniser leurs équipements pour améliorer et augmenter leur production. Au Pérou, le projet de Swisscontact se concentre sur les petits producteurs de quinoa et de lait dans la région de Puno. Les premiers ont besoin de systèmes d'irrigation et de batteuses, les seconds de trayeuses portables et de machines à pasteuriser. « Afin d'atteindre plus rapidement nos objectifs, nous avons jugé préférable de collaborer avec des banques coopératives ou des institutions de microfinance existantes, plutôt que de créer une entreprise de toutes pièces », relève Gabriella Crescini. Pour le reste, ces projets pilotes reproduisent la méthodologie qui a fait ses preuves au Kenya. ■

Un financement diversifié

Plusieurs donateurs ont soutenu l'introduction d'un système de microleasing au Kenya et son exportation. Credit Suisse a financé l'assistance technique dispensée par Swisscontact, l'extension des activités de Juhudi Kilimo, puis la reproduction du modèle ailleurs en Afrique de l'Est. D'autres dons ont été versés par les fondations Ford et Rockefeller. Des investisseurs, tels que la fondation Grameen et la Deutsche Bank, ont apporté des capitaux à Juhudi Kilimo. Enfin, le Fonds suisse de renforcement des capacités (SCBF), une association basée à Fribourg, a financé les études de faisabilité et une partie des projets pilotes en Amérique latine. Ce partenariat public-privé pour le développement a été créé en 2011 par des acteurs financiers suisses et la DDC. Il aide les institutions financières des pays en développement à mieux servir les populations les plus pauvres.

Ces paysans qui n'intéressent pas Max Havelaar

On peut aider des milliers de paysans pauvres en s'appuyant uniquement sur les mécanismes du marché. C'est ce qu'a démontré Fairtrasa, une entreprise sociale qui pratique le commerce équitable de fruits et de légumes « bio » en Amérique latine. Son fondateur, le Suisse Patrick Struebi, explique comment il y est parvenu. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.



Patrick Struebi est né et a grandi à Zurich. Après des études de gestion d'entreprise et de comptabilité, il entre chez Deloitte, une entreprise américaine d'audit. En 1999, il est recruté par Glencore, groupe minier basé à Zoug, qui le nomme responsable des fusions et acquisitions. En 2005, il fonde Fairtrasa à Mexico. Cette entreprise grandit rapidement et devient l'un des plus grands exportateurs de produits « bio » et « fairtrade » en Amérique latine. Ses quinze filiales opèrent sur quatre continents. Le groupe contrôle toute la filière, depuis l'achat aux petits producteurs jusqu'à l'importation en Europe, aux États-Unis et en Chine. Parallèlement à la gestion de Fairtrasa, Patrick Struebi enseigne l'entrepreneuriat social à l'Université de Yale, aux États-Unis.



Le label « fairtrade » est une bonne affaire pour les agriculteurs qui parviennent à exporter leur production. La ferme Oserian, au Kenya, livre des roses dans le monde entier. Elle emploie environ 6000 personnes.

Un seul monde : Vous avez quitté Glencore, un géant minier aux pratiques contestées, pour vous lancer dans le commerce équitable. Qu'est-ce qui vous a incité à faire ce grand écart ?

Patrick Struebi : Mes fonctions m'amenaient à me rendre fréquemment dans les Andes péruviennes, où Glencore possédait des mines de zinc et de plomb. J'ai vu la vie extrêmement dure que menaient les mineurs. Un jour, à la suite d'une restructuration, ces hommes ont perdu leur emploi. Ce fut pour moi une révélation : j'ai réalisé que, par mon travail, j'enrichissais les riches et j'appauvrisais les pauvres. J'ai donné ma démission et suis parti pour le Mexique, afin d'y réfléchir sérieusement à mon avenir professionnel. Après quelques mois, ma décision était prise : je continuerais à faire du commerce international, mais équitable cette fois.

Et comme vous viviez au pays de l'avocat, c'est par ce fruit que vous avez commencé.

Oui, le Mexique est le premier producteur mondial d'avocats. Je suis allé trouver de petits paysans dans une région très reculée. Ils étaient obligés de vendre leur récolte aux *coyotes*, des intermédiaires qui paient des prix dérisoires. Je les ai aidés à constituer une coopérative et j'ai entamé le long processus de certification, afin de pouvoir exporter leur production vers les marchés du commerce équitable. Nos avocats, qui étaient les premiers à porter le label Max Havelaar, se sont très bien vendus. J'ai alors fondé l'entreprise Fairtrasa. Ce nom signifie Fairtrade South America, car mon intention était, dès le départ, de créer un système qui permette à des petits paysans dans toute l'Amérique latine d'échapper à la pauvreté. Dix ans après, nous achetons diverses sortes de fruits et de légumes à 6500 producteurs dans sept pays du sous-continent.

Fairtrasa se base sur un concept qui a, dit-on, révolutionné le commerce équitable. En quoi consiste-t-il ?

Nombre de petits paysans dans le monde voudraient bien exporter leur récolte, si possible sous des labels « bio » ou « fairtrade », car cela leur rapporterait beaucoup plus que de l'écouler sur les marchés locaux. Mais tous ne sont pas au même stade de développement. Les plus pauvres pratiquent une agriculture de subsistance très rudimentaire. Ils sont au niveau 1. Les paysans du niveau 2 sont un peu plus avancés, mais pas assez pour accéder aux marchés internationaux. Le niveau 3 comprend les 10% de producteurs bien organisés et équipés qui remplissent les exigences requises pour obtenir les labels désirés. Les organisations de certification, comme Max Havelaar, ne travaillent qu'avec ce troisième groupe, autrement dit les riches parmi les pauvres. J'ai donc créé un « modèle de développement à trois niveaux » qui nous permet d'aider également les autres paysans, ceux qui n'intéressent pas Max Havelaar.

Comment fonctionne-t-il concrètement ?

Nous faisons certifier les produits des paysans du niveau 3 et les exportons vers l'Europe ou les États-Unis. La certification a changé la vie de ces producteurs. Ils peuvent gagner huit ou dix fois plus qu'avant. Au Pérou, par exemple, les *coyotes* paient 90 cents pour une caisse de bananes, tandis que Fairtrasa verse 6,50 dollars au producteur et un dollar à la coopérative. Malgré tout, nous réalisons un petit bénéfice, que nous réinvestissons dans la formation des paysans se trouvant aux niveaux 1 et 2 : des agronomes les conseillent, leur montrent comment améliorer la qualité de leurs fruits et les aident à passer au niveau 3.

Ce modèle a-t-il essaimé ?

Hélas non. De nombreuses entreprises vendent en Europe des produits labellisés Max Havelaar, mais elles les achètent aux producteurs ayant déjà atteint le niveau 3, le seul qui permette de dégager une marge. Aucune d'elles n'aide les autres paysans. Elles font du commerce, c'est tout. Si Fairtrasa gagnait beaucoup d'argent, tous nous copieraient, mais notre modèle d'affaires reste peu lucratif. Nous avons démontré qu'il est possible d'aider les plus pauvres dans un cadre commercial. Pour faire du bien, on doit toutefois renoncer aux grands bénéfices. C'est pour cela qu'il existe si peu d'entreprises sociales.

Qu'entendez-vous par entreprise sociale ?

C'est une entreprise qui veut résoudre un problème social ou environnemental par ses propres

moyens, en utilisant seulement les mécanismes du marché. Une telle approche est plus durable que l'aide dispensée par les institutions caritatives, lesquelles dépendent de dons.

Ce mouvement est encore marginal, mais il s'est nettement accéléré depuis quelques années. Comment l'expliquez-vous ?



Robert Heidinger/afp

Un caféiculteur au Nicaragua. Fairtrasa soutient aussi des paysans qui ne sont pas encore assez avancés pour accéder aux marchés mondiaux.

Il s'agit d'une tendance mondiale, portée par la nouvelle génération. Les jeunes ne veulent pas simplement gagner de l'argent. Ils tiennent à faire quelque chose d'utile. C'est pour cela que j'enseigne l'entrepreneuriat social à Yale. La plupart des universités souhaitent aujourd'hui inscrire cette nouvelle discipline à leur programme. Il faut que l'entrepreneuriat social se développe, car c'est de lui que viennent les innovations. Le monde a besoin non pas d'une Fairtrasa, mais de cent. Cela dit, tous les étudiants ne vont pas nécessairement créer par la suite leur propre société. Ils peuvent aussi devenir des « intrapreneurs », autrement dit entrer dans une firme existante et tenter de la transformer de l'intérieur. ■

(De l'allemand)

Réseau de 3000 entrepreneurs sociaux

Du fait qu'elles visent des clients à faible pouvoir d'achat, les entreprises sociales ont souvent de la peine à s'établir sur le marché. Plusieurs associations soutiennent ces entrepreneurs désireux de changer le monde. La plus grande est le réseau Ashoka. Créé en 1980, il a déjà identifié et soutenu plus de 3000 entrepreneurs sociaux dans quatre-vingts pays. Ces *Ashoka fellows* sont sélectionnés de manière très rigoureuse : ils doivent porter un projet novateur dans le domaine social ou environnemental et posséder de réelles qualités entrepreneuriales. Ashoka leur octroie une bourse pendant les trois premières années. Puis il leur dispense des formations et des appuis techniques pour les aider à s'agrandir et à servir davantage de clients. Les nouveaux *fellows* bénéficient de l'expérience des plus anciens. www.ashoka.org

Construis ta maison toi-même !

Il faut des solutions innovantes, visionnaires et pragmatiques pour résoudre les problèmes sociaux les plus pressants. En vingt ans, Échale a tu casa, une entreprise sociale, a permis à des centaines de milliers de familles mexicaines de se construire un logement décent et d'envisager l'avenir avec confiance.



Échale a tu casa

Échale a tu casa (3)

Plus de 15 millions de maisons inadaptées

D'après la Commission nationale des habitations, le Mexique comptait en 2010 près de 29 millions de maisons, dont 78% dans les agglomérations et 22% en zone rurale. Dans les campagnes, seules 34% des habitations disposaient d'eau courante, tandis que 93% étaient raccordées au réseau électrique et un peu plus de 68% aux égouts. En 2012, le nombre de maisons inadaptées – construites avec des matériaux de fortune, pas assez grandes ou sans raccordement aux services de base – était estimé à plus de 15 millions. En près de vingt ans d'existence, l'entreprise sociale Échale a tu casa a permis la construction de plus de 30 000 nouvelles maisons et la rénovation ou l'achèvement d'au moins 150 000 autres dans neuf États du Mexique.

L'entreprise sociale Échale a tu casa fournit une formation, des conseils et du crédit aux futurs propriétaires, afin qu'ils puissent construire eux-mêmes leur maison.

(Ib) « Les familles qui vivent dans une maison en tôle n'ont pas d'avenir : les enfants ne vont pas à l'école par peur d'être la risée de leurs camarades ; les parents ne trouvent pas de travail parce qu'aucun employeur ne leur fait confiance. Pour ces gens, une maison en briques est une sorte de renaissance », affirme Francesco Piazzesi, directeur de l'entreprise sociale Échale a tu casa (construis ta maison). Avec ses frères, il gère également ITAL Mexicana. Fondée en 1957 par leur père, un Italien qui a émigré après la guerre, cette firme est spécialisée dans la production et la vente de machines de construction.

Au Mexique, environ 20% de la population n'a ni les moyens financiers ni les compétences nécessaires pour se construire une maison sûre et décente. Une réalité que Francesco Piazzesi connaît bien : « J'ai rencontré beaucoup de maçons qui vivaient dans une maison en tôle. C'est un paradoxe, comme celui du pêcheur qui jette ses filets dans des eaux regorgeant de poissons, mais qui n'arrive pas à nourrir sa famille. »

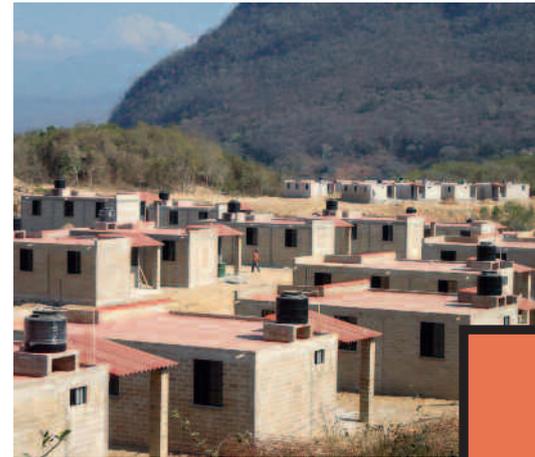
Une ONG devenue entreprise sociale

Francesco Piazzesi n'a pas voulu rester un simple spectateur face à cette situation paradoxale. Il a cherché et trouvé une solution pour donner aux familles les plus pauvres du pays la possibilité de vivre dans une maison décente, sûre et écologiquement durable. Son parcours, pour y arriver, fut constellé d'étapes, de remises en question et de changements de cap. En collaboration avec l'Université de Grenoble, M. Piazzesi a développé dans les années 80 l'Adopress, une machine qui sert à fabriquer des briques composées à 90% de terre crue et, pour le reste, de ciment et d'eau. Séchés au soleil, les « adoblocks » sont robustes, légers, isolants, écologiques et surtout bon marché, parce qu'ils sont réalisés principalement avec des composants naturels trouvés sur place. En 1987, Francesco Piazzesi a fondé l'ONG Adobe Home Aid, afin de promouvoir la construction de logements sociaux en utilisant cette invention.

Alors qu'elle avait été conçue à l'intention des familles pauvres du pays, l'Adopress a surtout eu du

succès dans la construction de villas de luxe. L'ONG n'a donc pas généré de véritable changement au sein des communautés rurales du Mexique, du moins pas dans la mesure souhaitée. Le problème est qu'elle dépendait de l'aide extérieure. Après l'avoir soutenue à ses débuts, les fabricants locaux n'étaient plus disposés à lui faire cadeau des matériaux nécessaires pour ériger les maisons. Francesco Piazzesi s'est rendu compte qu'une

là un temps record si l'on sait que les pauvres mettent généralement dix à quinze ans au Mexique pour se construire un logement, vu qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter en une seule fois les matériaux de construction onéreux produits par l'industrie. Les maisons érigées avec l'appui d'Échale a tu casa sont par ailleurs dotées d'une fosse digestive, de panneaux solaires thermiques et de conteneurs pour recueillir l'eau de pluie.



L'Adopress a été mise au point dans le but d'améliorer la qualité des maisons des pauvres. Cette machine permet de fabriquer des briques solides, écologiques et surtout bon marché.

machine et du matériel de construction ne suffisent pas pour promouvoir le développement : il faut du capital social, des compétences financières et un appui économique. Pour cette raison, il a décidé en 1997 de transformer son ONG en entreprise sociale. C'est ainsi qu'est née Échale a tu casa. « Nous améliorons les conditions de vie des pauvres à travers une initiative économiquement durable et indépendante », explique M. Piazzesi, dont l'entreprise bénéficie du soutien de la DDC dans le cadre d'un partenariat public-privé.

La force d'une communauté

Échale a tu casa repose sur quatre piliers : l'implication de la communauté, la formation technique, l'éducation financière et l'accès au crédit. « Nous ne faisons pas la charité. Celui qui veut une maison doit la construire seul, avec l'aide de nos experts et de sa communauté. Cependant, personne ne travaille gratuitement : tous ceux qui participent au programme reçoivent un salaire équivalent à 18 ou 20 dollars par jour », précise le directeur. Pour commencer, la communauté doit nommer un comité local, responsable de la réalisation du projet et de sa gestion à long terme. Ensuite, des spécialistes d'Échale a tu casa enseignent aux familles comment fabriquer des briques au moyen de l'Adopress. Grâce à la participation des voisins, les maisons sont achevées en deux ou trois mois. C'est

Une garantie pour obtenir subventions et crédits

Si la main-d'œuvre et la bonne volonté ne manquent pas dans les zones rurales, l'argent en revanche fait souvent défaut. Afin de pallier cette difficulté, Francesco Piazzesi a conçu, en collaboration avec l'association Ashoka, la Société financière communautaire (Sofinco), gérée par le comité local. Les familles qui participent à un projet de construction doivent verser à la Sofinco environ 1000 dollars, soit 10% du coût de la maison. « En plus d'encourager une culture de l'épargne, ce compte communautaire sert de caution pour obtenir les subventions de l'État, qui couvrent environ 40% des frais », résume M. Piazzesi. Les 60% restants sont financés par un crédit d'Échale a tu casa, à un taux d'intérêt allant de 8 à 10%. Le futur propriétaire doit rembourser ce prêt sur une durée de dix ans. Pour chaque maison construite, Échale a tu casa réalise un bénéfice net correspondant à 8,5% du coût total de la construction. Tout en créant des emplois, cette entreprise répond à un besoin social urgent dans les zones rurales du pays. ■

(De l'italien)

Conseils et mise en réseau

Un partenariat public-privé pour le développement (PPDP) a été lancé en 2014 pour soutenir quarante entrepreneurs sociaux, qui ciblent surtout les ménages pauvres, dans une quinzaine de pays d'Amérique latine. Il regroupe notamment la DDC, Ashoka et le cabinet de conseil Hystra, spécialisé dans la création de partenariats qui utilisent les mécanismes de marché pour atteindre des objectifs sociaux. L'association Ashoka apporte aux entrepreneurs la même aide qu'à tous ses autres membres dans le monde, soit une bourse de trois ans, une assistance technique, des conseils et un grand réseau. Elle les met en contact avec des investisseurs. Hystra analyse les innovations développées par ces entreprises et aide de grandes firmes à s'en inspirer pour faire évoluer leurs pratiques. La DDC cofinance le PPDP.

Du soleil à la place du kérosène

Depuis que leur coût a baissé, les lampes solaires sont à la portée des pauvres. Un nouveau fonds d'investissement suisse aide des fournisseurs à étendre leurs activités dans les zones d'Afrique et d'Asie non raccordées à l'électricité. Ces entreprises bénéficient d'une assistance technique financée par le Seco.



Les technologies solaires parviennent encore difficilement dans les régions reculées d'Afrique et d'Asie. Les fournisseurs ont besoin d'un coup de pouce financier pour en assurer la distribution.

Des prêts allant jusqu'à 3 millions de dollars

Plusieurs investisseurs publics et privés alimentent le nouveau fonds de ResponsAbility Investments SA destiné à financer des entreprises qui proposent des produits énergétiques en Afrique et en Asie. Les principaux sont la Fondation Shell et la Société financière internationale, membre du Groupe de la Banque mondiale. Ce véhicule d'investissement est doté d'un capital initial d'environ 30 millions de dollars. Il octroie aux entreprises des prêts allant de 500 000 à 3 millions de dollars. De son côté, la coopération économique au développement du Seco finance à hauteur de 500 000 francs l'assistance technique dispensée aux clients. Ce soutien fait partie intégrante du fonds.

(jls) Environ 1,2 milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité. Pour s'éclairer, elles utilisent pour la plupart des lampes à kérosène, qui sont aussi polluantes qu'onéreuses : un ménage dépense entre 50 et 150 dollars par an pour l'achat de combustible. En les remplaçant par des lampes solaires, les familles rurales pourraient réaliser des économies substantielles à long terme et préserver leur santé. Cependant, les fournisseurs ont encore beaucoup de peine à distribuer ces produits dans les régions reculées. Pour élargir leurs activités, ils ont besoin de financement. Or, les banques locales hésitent à allouer des crédits aux petites et moyennes entreprises (PME).

Pour combler cette lacune, ResponsAbility, gestionnaire d'actifs suisse spécialisé dans les investissements favorisant le développement, a lancé en mars dernier un fonds spécial. Celui-ci prête de l'argent à des fabricants et à des distributeurs d'équipements énergétiques écologiques, principalement en Afrique et en Asie. « Les crédits accordés permettent à ces PME d'atteindre de plus amples secteurs de la population, en particulier dans les zones non raccordées au réseau électrique », explique Ulli Janett, porte-parole de ResponsAbility.

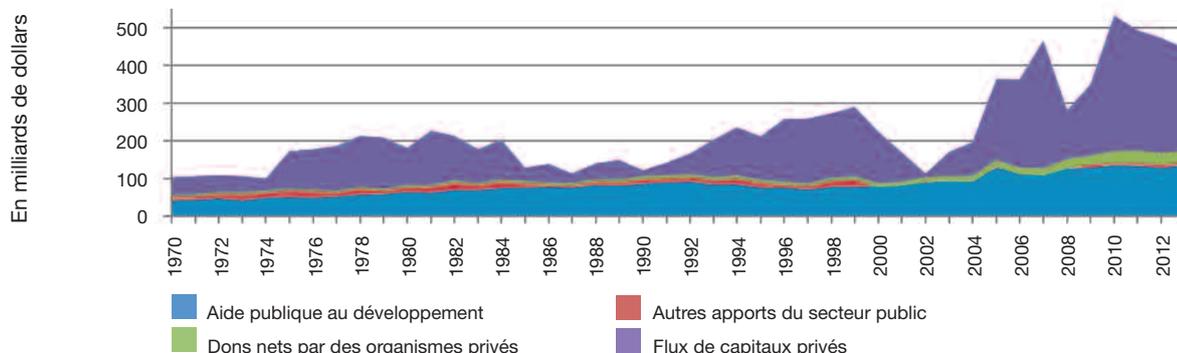
Système photovoltaïque à crédit

Pour assurer le succès et la durabilité de leur entreprise, les emprunteurs peuvent aussi bénéficier d'une assistance technique financée par le Seco. Des consultants leur dispensent des conseils et une formation ciblée. Ils les aident par exemple à élaborer un concept de distribution dans les zones rurales. « Notre but est de renforcer la capacité de ces entreprises pour qu'elles répondent mieux à la demande des populations à bas revenu. Leurs activités peuvent avoir un impact significatif sur l'économie, la santé et l'environnement », indique Liliana de Sá Kirchknopf, cheffe de la division Développement du secteur privé au Seco.

Disposant d'une meilleure assise financière, ces PME pourraient aussi vendre à crédit certains équipements que les pauvres n'ont pas les moyens de payer comptant. Des précurseurs le font déjà. Ainsi, l'entreprise kenyane M-Kopa propose depuis 2010, pour 200 dollars, une installation comprenant un panneau solaire, trois lampes et une prise électrique. L'acheteur verse un acompte de 30 dollars, puis il vire chaque jour 50 centimes par téléphone portable pendant presque un an. ■

Faits et chiffres

Apports nets totaux des membres du CAD vers les pays en développement, 1970-2013



L'aide publique au développement versée par les 28 pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a plus que triplé au cours des quatre dernières décennies. En termes réels, elle est passée de 42 milliards de dollars en 1970 à 135 milliards en 2013. Cependant, son importance relative n'a cessé de diminuer par rapport aux apports du secteur privé. Ces derniers, qui comprennent surtout les investissements étrangers directs et les investissements de portefeuille, affichent une croissance exponentielle. Durant la même période, ils sont passés de 48 à 273 milliards de dollars, après avoir atteint un pic à 358 milliards en 2010.

Source : OCDE

Chiffres-clés

- Il faudra créer 600 millions de nouveaux emplois d'ici 2030, principalement en Asie et en Afrique subsaharienne, rien que pour absorber les jeunes qui arriveront sur le marché du travail.
- Environ 200 millions de petites et moyennes entreprises n'ont toujours pas accès à des services financiers fournis par des institutions financières formelles.
- Selon des estimations, 7,1 milliards de dollars étaient investis dans la microfinance à fin 2013. Cela représente une croissance de 68% depuis 2010.
- On dénombre aujourd'hui 50 000 multinationales, contre 6000 dans les années 60. Avec leurs 450 000 succursales, elles emploient plus de 200 millions de personnes dans le monde.

Citations

« Un entrepreneur social ne se contente pas de donner un poisson ou d'apprendre à pêcher. Il ne sera satisfait que lorsqu'il aura révolutionné toute l'industrie de la pêche. »

Bill Drayton, fondateur et président d'Ashoka

« Au début, on me disait que les pauvres ne rembourseraient pas. Nous avons montré, avec la Grameen Bank, qu'ils ont rendu jusqu'au dernier centime. »

Mohamed Yunus, inventeur du microcrédit

Liens

Réseau Emploi et revenus (e+i) de la DDC
www.sdc-employment-income.ch

Centre de prestations Coopération et Développement économiques du Seco
www.seco-cooperation.admin.ch

Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise
www.entreprise-development.org

Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP) : portail de la microfinance
www.microfinancegateway.org

Global Impact Investing Network (GIIN)
www.thegiin.org

Pacte mondial des Nations Unies
www.unglobalcompact.org



Tom Koene/WIPac/Redux/ist

Trois menaces pèsent sur les nomades somaliens

Dans le Pount, territoire autonome du nord-est de la Somalie, la vie traditionnelle des nomades est rude et pleine de dangers. Les gens aspirent à davantage de sécurité et voudraient un gouvernement central fort. De Barkhad M. Kaariye*.



Barkhad M. Kaariye

L'élevage est la principale branche économique en Somalie. Les nomades se déplacent toujours avec leur buul, une hutte traditionnelle, qu'ils transportent à dos de chameau.

Le village d'Ado-dero se trouve à 70 kilomètres à l'est de Garowe, capitale de la région autonome du Pount ou Puntland. L'économie repose sur le commerce avec les pays arabes, mais elle a été affaiblie ces dernières années par les pirates opérant à partir de la côte. La vie reste malgré tout plus facile ici que dans le reste de la Somalie, où l'anarchie et l'absence de lois règnent partout – à l'exception du Somaliland. Les habitants d'Ado-dero sont des paysans et des nomades. Ils possèdent des moutons, des chameaux, des chèvres, des vaches et des chevaux. Aujourd'hui encore, les chameaux servent à transporter le *buul*, hutte traditionnelle que les bergers somaliens emportent partout avec eux lorsqu'ils se déplacent d'un pâturage à l'autre – principalement durant l'été, saison pluvieuse et venteuse.

« Nous ne pourrions pas vivre sans nos bêtes. Vu que nous n'avons pas d'artisanat, l'élevage est notre seul gagne-pain », déclare Farah Esse. Ce père de huit enfants, qui vient d'être grand-père pour la première

fois, est loin de paraître ses 61 ans. En tant que chef de famille, il est responsable du bien-être de son clan. Il tire l'essentiel de ses revenus du lait, surtout du lait de chamelle.

Lait et versements de l'étranger

Bien que les villes de Somalie se soient rapidement développées ces dernières années, la majorité des habitants vivent toujours de l'élevage. Beaucoup sillonnent le pays avec leurs troupeaux. Quelque 200 nomades se sont retrouvés dans les environs d'Ado-dero pour y passer le printemps et l'été. Leur subsistance dépend des pluies saisonnières, lesquelles se font hélas de plus en plus rares dans tout le pays, mettant les puits à sec. L'électricité n'arrive pas jusque dans ce district : les femmes utilisent du bois pour cuisiner et l'on s'éclaire avec des lampes à pétrole.

Plusieurs fois par an, Farah Esse se met en route avec toute sa maisonnée et ses bêtes, en quête d'herbe

verte et d'eau. « Lorsque nous nous installons dans un endroit comme Ado-dero, j'apporte le lait à la ville. En taxi, le trajet ne dure que deux heures, alors qu'à pied, il en faut sept », raconte-t-il. « Avec le revenu du lait, j'achète des aliments pour la famille, car la terre ne produit rien, à part le fourrage pour le bétail. Tout ce que nous mangeons vient du marché, où nous achetons du riz, des spaghettis et



est donc parfois à plat. » Les femmes nomades, comme elle, ont beaucoup à faire durant la saison estivale. Rahma décrit ainsi sa vie quotidienne : « Normalement, nous nous occupons des moutons et des chèvres, tandis que les hommes sont responsables des chameaux. En été, les femmes doivent toutefois aussi charger les paquetages sur les chameaux pour que la famille puisse se déplacer d'une région à



Farah Esse et Rahma Abdulkadir espèrent qu'un jour l'État les soutiendra et rétablira la sécurité.

d'autres produits traditionnels. » Mais le lait de chameau ne suffit pas toujours à nourrir la famille. Comme beaucoup de Somaliens, Farah et les siens dépendent de l'argent que des proches leur envoient de l'étranger.

Manquer d'argent n'est toutefois pas le seul souci des habitants d'Ado-dero. Le vieux taxi collectif, qui est censé assurer une fois par jour la liaison entre ce village et la capitale, est tout sauf fiable : très souvent, il n'est pas au rendez-vous. Farah Esse charge alors le lait sur le dos d'un âne et entreprend à pied le long trajet jusqu'à Garowe. D'autres moyens existent heureusement en cas d'urgence : « Lorsque le taxi ne vient pas et que nous avons besoin de nous rendre en ville rapidement, nous appelons quelqu'un par téléphone portable », explique Rahma Abdulkadir, 28 ans, mère d'un jeune enfant. Cependant, cette solution ne fonctionne pas toujours, ajoute-t-elle : « Vu qu'il n'y a pas d'électricité ici, nous rechargeons le téléphone en ville. La batterie

l'autre. En outre, nous devons parcourir de longues distances pour aller puiser de l'eau et la ramener ensuite sur notre dos. C'est un dur labeur, mais nous n'avons pas le choix. Dans la vie, chacun a ses tâches à accomplir. »

De multiples menaces

Par le passé, les familles nomades, comme celles de Farah Esse ou de Rahma Abdulkadir, emmenaient leurs troupeaux jusqu'en Éthiopie ou au Kenya. Mais cela n'est plus possible aujourd'hui. Les milices Al-Chebab, qui combattent le gouvernement somalien depuis 2006, ont également commis des meurtres et des attentats dans les pays voisins. Par conséquent, ceux-ci ont renforcé les mesures de sécurité et interdisent aux nomades d'entrer sur leur territoire. Certains éleveurs essaient malgré tout de rejoindre les pâtures se trouvant de l'autre côté de la frontière, mais ces incursions se sont déjà soldées par des morts et des blessés.

Les nomades craignent aussi les 22 000 soldats de la mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom), stationnés surtout dans le sud du pays. Cette peur est alimentée par des plaintes récurrentes selon lesquelles les hommes chargés du maintien de la paix se seraient rendus coupables de viols et d'autres actes criminels. Aux yeux de beaucoup de Somaliens, les troupes de l'Amisom et la police constituent donc une menace plutôt qu'une protection ou une aide. Par ailleurs, les conflits entre clans ne font que compliquer l'existence des paysans et des nomades. La guerre civile a détruit les institutions sociales et l'infrastructure du pays. Ainsi, les membres de la famille d'un meurtrier ne sont souvent plus libres de

La Somalie en bref

Capitale
Mogadiscio

Superficie
637 657 km²

Régime
La Constitution provisoire de 2012 instaure une République fédérale, fait de l'islam la religion d'État et impose le droit islamique (charia)

Population
10,5 millions d'habitants, selon des estimations (le dernier recensement remonte à 1975)

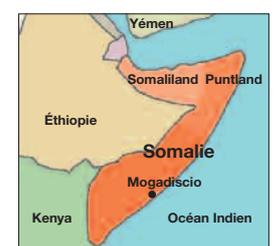
Espérance de vie
55 ans

Structure démographique
Moins de 20 ans : 51%
15-60 ans : 46%
Plus de 60 ans : 3%

Langues
Somali et arabe (langues officielles), anglais, italien, diverses langues locales

Économie
L'économie repose principalement sur la production agricole et les envois d'argent des migrants. Faute de structures étatiques, la plupart des activités s'inscrivent dans le secteur informel. L'élevage, en particulier l'exportation de bétail vers les pays du Golfe, contribue pour 40% au PIB.

Pauvreté
73% de la population vit dans la pauvreté, 58% des enfants ne fréquentent pas d'école et 32% des adultes sont analphabètes





Christoph Goetzan/laif

Après deux années sans pluies, il devient toujours plus difficile de trouver de l'eau dans la région d'Oodweyne.

leurs mouvements, car ils pourraient être victimes d'un acte de vengeance, même s'ils n'ont jamais connu personnellement le coupable. Les habitants sont donc sans cesse confrontés à trois menaces très différentes : la sécheresse, le terrorisme d'Al-Chebab et les querelles claniques.



Christoph Goetzan/laif

Violence et insécurité

La Somalie est née de la fusion de deux anciennes colonies qui accèdent à l'indépendance en 1960 : la Somalie italienne et le Somaliland britannique. En 1969, le président en poste est assassiné. Siad Barre prend le pouvoir à la faveur d'un coup d'État. De 1977 à 1978, une guerre oppose la Somalie à l'Éthiopie. En 1991, Siad Barre est renversé par des groupes rebelles et le pays sombre dans le chaos. C'est alors que la province du nord-est proclame son indépendance sous le nom de Somaliland. Bien qu'il ne soit reconnu par aucun gouvernement étranger, le nouvel État parvient à instaurer un développement relativement stable. Le Pount, qui jouxte le Somaliland, connaît lui aussi une certaine sécurité, alors que la violence et l'insécurité dominent dans le reste du pays.

Dans l'espoir d'un gouvernement fort

À l'instar de Farah Esse et de Rahma Abdulkadir, les nomades somaliens ne se découragent pas pour autant. Ils espèrent qu'un gouvernement central élu et fort s'attaquera un jour à leurs problèmes, fera régner la paix et la sécurité, et assurera une gestion efficace de l'eau. C'est la condition pour éviter que l'absence répétée de pluies saisonnières ne provoque des sécheresses catastrophiques. À Ado-dero, les gens nourrissent d'autres espoirs encore : il faudrait par exemple améliorer d'urgence les services de santé, relève Rahma Abdulkadir. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, le taux de mortalité des mères est très élevé en Somalie, à cause du manque de personnel qualifié. « Nous n'avons pas assez de dispensaires. Les femmes accouchent le plus souvent avec l'aide d'une accoucheuse traditionnelle. Beaucoup de parturientes se vident de leur sang », raconte la jeune nomade qui a eu recours à une sage-femme non formée pour mettre son bébé au monde.

Alors qu'elle ne sait ni lire ni écrire, Rahma souhaite que la Somalie se dote d'un meilleur système éducatif, pour que son enfant bénéficie des mêmes chances que les petits citadins. Comme il n'y a pas

d'école à Ado-dero, les enfants en âge de scolarité doivent habiter chez des proches en ville. Ils n'achèvent en général que le cycle primaire. À la campagne, seules de rares familles peuvent offrir une formation supérieure à leurs enfants. Souvent, les filles ne vont même pas du tout à l'école : elles doivent rester à la maison pour travailler. Mais les choses évoluent, y compris dans cette communauté traditionnelle. « Grâce aux nouvelles technologies, les gens sont reliés au reste du pays », apprécie Farah Esse. Quelques habitants d'Ado-dero ont leur propre téléphone portable. Ils peuvent ainsi rester en contact avec des proches et des amis à l'autre bout de la Somalie. ■

(De l'anglais)

* Barkhad M. Kaariye est journaliste indépendant à Hargeisa, capitale du Somaliland. Il rend compte de l'actualité somalienne dans de nombreux médias internationaux, tels que BBC Media Action et Voice of America.

Sur le terrain avec...

Laila Sheikh et Lukas Rüttimann, responsables de la coopération dans la Corne de l'Afrique, à Nairobi

C'est depuis Nairobi, au Kenya, que nous pilotons les projets de la DDC en Somalie. Nous sommes donc très loin du terrain. Certaines régions de ce pays sont difficiles d'accès pour des raisons de sécurité. Les rencontres avec nos partenaires se déroulent souvent à l'aéroport de Mogadiscio. Là non plus, nous ne percevons pas grand-chose de la réalité somalienne. Pour garantir, dans ces conditions, que l'argent parvienne bien à ses destinataires, des mécanismes de contrôle particuliers sont nécessaires. Nous devons aussi collaborer étroitement avec d'autres donateurs, le gouvernement somalien et les partenaires locaux. Heureusement, ces derniers viennent volontiers à Nairobi, car les Somaliens aiment beaucoup voyager. Le Somaliland et le Pount étant accessibles, nous pouvons y effectuer des visites de terrain. Cela nous permet d'avoir au moins un contact avec une partie du pays. Nous espérons que la sécurité s'améliorera bientôt dans les autres régions, afin que nous puissions visiter tous nos projets.

Cela fait une année que nous dirigeons à deux le bureau de coopération de la DDC à Nairobi. Nous formons une équipe bien rodée : nous avons déjà partagé le poste de chef suppléant du bureau de coopération à Jérusalem pendant quatre ans et celui de chef suppléant de l'ambassade de Suisse à Nairobi pendant deux ans. La nouvelle perméabilité entre diplomatie et coopération au développement au sein du DFAE, ainsi que la possibilité de pratiquer le *jobsharing*, constituent pour nous une chance unique, tant sur le plan professionnel que privé : Laila a une formation de diplomate, tandis que Lukas travaille depuis 2004 pour la DDC. Nous nous complétons et nous enrichissons mutuellement. Notre vie privée, avec nos deux enfants, ne souffre pas de la situation. Certes, il est parfois difficile de laisser complètement le travail de côté depuis que nous partageons ce poste à Nairobi. Par contre, le fait de pouvoir prendre les décisions à deux et de se répartir le travail diminue sensiblement le stress.

Concernant la Somalie, la discussion porte souvent sur la sécurité : il faut sans cesse réévaluer la situation pour décider si des collaborateurs peuvent participer à une réunion sur place ou si c'est trop dangereux. Travailler dans les pays fragiles oblige à consacrer une grande attention à la gestion du risque. Bien que la Somalie ait une nouvelle Constitution et un gouvernement élu, des opérations militaires et des attaques terroristes s'y produisent régulièrement. Malgré tout, on doit aller au-delà de l'aide humanitaire. Désormais, il s'agit



de favoriser également la construction de l'État et le développement. C'est ce que prévoit le New Deal for Somalia, adopté en 2013 par le gouvernement local et les donateurs occidentaux. Il est toutefois difficile de prédire ses chances d'aboutir. Des discussions entre les donateurs et avec les autorités somaliennes sont toujours en cours. La Suisse participe à ce consortium.

« Travailler dans les pays fragiles oblige à consacrer une grande attention à la gestion du risque. »

Nous comptons offrir des cours simples de perfectionnement dans le domaine sanitaire, par exemple des formations qualifiantes, pour que les responsables soient en mesure d'assumer leurs tâches, comme la planification hospitalière ou le calcul des coûts de la santé. Les besoins d'aide sont immenses et l'on ne doit pas s'attendre à des progrès instantanés. La construction prendra des décennies. Nous savons que l'engagement de la DDC n'est qu'une pièce du puzzle. Toutefois, il est toujours très motivant de rencontrer de jeunes Somaliens qui ont la volonté et les capacités de reconstruire leur pays. Cet élan est particulièrement impressionnant chez les femmes. La nouvelle génération est appelée à fournir un effort énorme et nous pouvons l'aider. ■

(Propos recueillis par Gabriela Neuhaus ; de l'allemand)

Nouveaux instruments

Depuis 2013, l'aide de la Suisse à la Somalie n'est plus uniquement humanitaire, mais comprend aussi des projets de développement. Ceux-ci portent surtout sur la gouvernance, la sécurité alimentaire, la santé et la migration. Du fait que des interventions humanitaires demeurent nécessaires, du moins périodiquement, la coopération au développement élabore de nouveaux instruments pour pouvoir réagir rapidement aux situations d'urgence. Dans le cadre du programme régional de la DDC pour la Corne de l'Afrique, 22 collaborateurs basés à Nairobi gèrent des projets en Somalie et dans le nord-est du Kenya, tandis que dix autres suivent depuis Addis-Abeba les projets réalisés au sud de l'Éthiopie. Pour 2013-2016, le budget global des activités de la DDC dans cette région se monte à 140 millions de francs, dont environ 60% sont destinés à la Somalie. www.dfae.admin.ch/ddc, « Pays », « Corne de l'Afrique »

Étrangère dans ma patrie, mais pleine d'espoir

Depuis 2011, je vis dans un pays qui n'existe pas. Du moins pas officiellement. Bien que le Somaliland se soit déclaré indépendant pour la deuxième fois en 1991, alors que la Somalie sombra dans l'anarchie, il n'a jamais été reconnu par la communauté internationale.

Les gens d'ici font preuve d'un patriotisme stoïque. Ils ont confiance en l'avenir et sont fiers de leur processus de paix. Dans une région fragile et secouée par les conflits, celui-ci est devenu une sorte de phare, un symbole d'espoir et de réconciliation. Notre État, qui s'est construit de manière autonome, est clairement différent de la Somalie. Dans ce pays, les missions de rétablissement de la paix ont échoué les unes après les autres, de même que les gouvernements de transition mis en place par la communauté internationale. Le Somaliland, en revanche, possède aujourd'hui sa propre Constitution, sa propre monnaie, un système judiciaire, une armée, une police civile et toutes les institutions qui caractérisent un État moderne.

Mon retour au Somaliland, après plusieurs années passées à Londres, reflète les tribulations de toute une génération de réfugiés somaliens qui ont fui les persécutions, la guerre, la pauvreté et la violence de la dictature. Dans les pays qui nous ont accueillis, chacun de nous a reconstruit sa vie et son identité. Comme moi, beaucoup d'exilés sont revenus au Somaliland ces dix dernières années, afin de retrouver leurs proches et de découvrir le pays où ils n'avaient pas pu grandir. Nous sommes rentrés pour nous rendre utiles grâce aux compétences, à la formation et aux expériences que nous avons acquises à l'étranger.

Au début, les gens d'ici étaient déconcertés par mon choix. Ils me demandaient sans cesse quand j'allais retourner en Angleterre. Avant de pouvoir reconstruire ma vie au Somaliland, j'ai dû les convaincre que, même si j'appartenais à ceux qui étaient partis et menaient une existence heureuse en Europe, j'étais revenue pour offrir mon aide, participer à la construction du pays et œuvrer à son autodétermination.

Mon combat personnel, la quête vaine de mon pays natal et mon désir d'être acceptée n'ont fait qu'ac-

croître mes difficultés. Au Somaliland, je me sentais comme une étrangère sur une terre dont j'avais longtemps cru qu'elle était ma patrie. Ironie du sort, j'ai alors commencé à considérer Londres comme mon chez-moi. Plus je passais du temps ici, plus les différences me sautaient aux yeux et plus je me sentais décalée. Je me retrouvais dans une société patriarcale, où des choses aussi banales que le fait de louer une maison m'étaient impossibles, simplement parce que je suis une femme. Je trouvais intimidant et frustrant de conduire une voiture ou de travailler dans un secteur dominé par les hommes.



Zahra Jibril, 30 ans, est née dans une famille nomade somalienne qui a fui la guerre civile en 1990. Après avoir passé deux ans dans un camp de réfugiés, ses parents ont tenté de refaire leur vie en Éthiopie. En 1994, ils ont envoyé leur fille, alors âgée de 9 ans, chez une tante à Londres. La jeune Zahra y a fréquenté l'école, puis l'université, terminant ses études par un master en gestion internationale du développement. Elle a ensuite travaillé dans un hôpital londonien. À 26 ans, Zahra Jibril a décidé de retourner au Somaliland, où elle est consultante pour de nombreux projets.

À présent, j'ai accepté l'idée que je ne me sentirai sans doute jamais chez moi nulle part. Toutefois, mon passé me relie au Somaliland et j'ai des obligations envers mes compatriotes.

J'ai eu la grande chance de prendre confiance en moi grâce à la formation que j'ai suivie et aux occasions qui m'ont été offertes. Je suis persuadée de pouvoir accomplir quelque chose ici, tant pour moi-même que pour autrui. Je voudrais que les jeunes du Somaliland aient la possibilité de se former et de s'épanouir. C'est un message important qui s'adresse en particulier aux femmes. J'entends les encourager à profiter de cette période de transition, où nous devons construire à la fois notre identité et notre État, pour faire leur place dans la société. Je voudrais surtout qu'elles osent rêver, saisir leur chance et prendre les rênes de leur communauté et de leur pays.

Je reste au Somaliland pour deux raisons : mon identification avec ma famille et ma passion pour le travail en faveur du développement. Je suis sûre que le Somaliland continuera de progresser. Grâce à ses solutions faites maison et aux efforts de son peuple, il restera sur la bonne voie. Je prie aussi pour que son développement ne soit pas entravé par l'hostilité de ses voisins ni par la politique internationale qui cherche à impliquer le Somaliland dans ses funestes interventions en Somalie. ■

(De l'anglais)

L'avertissement plutôt que la sanction

En Bosnie et Herzégovine, le nouveau droit pénal des mineurs assure une meilleure protection aux adolescents victimes ou témoins d'actes criminels. Il prévoit également des mesures pour favoriser la réinsertion des jeunes délinquants.



En Bosnie et Herzégovine, les enfants et les adolescents seront désormais mieux protégés par la loi. Le nouveau droit pénal des mineurs favorisera également la réinsertion des jeunes délinquants.

(mw) Le quartier général de la police de Tuzla, en Bosnie, dispose depuis 2011 d'une pièce spécialement aménagée pour interroger des enfants. Les murs sont peints en jaune-orange. On y trouve des meubles rembourrés, des crayons de couleur, des poupées et d'autres jouets. « Un interrogatoire peut traumatiser un enfant », explique Paolo Marchi, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef). Des techniques et des locaux appropriés réduisent ce risque. « Dans la pièce voisine, un écran permet à d'autres personnes, comme les juges ou les auteurs de délits, de suivre au besoin l'audition. Ainsi, l'enfant n'est pas confronté directement à eux, ce qui augmenterait son stress. »

Avec l'appui de la DDC, le programme Justice for Children de l'Unicef a financé depuis 2009 l'aménagement de tels locaux dans 18 postes de police. Ces mesures s'inscrivent dans la vaste réforme de la justice entreprise par la Bosnie et Herzégovine. Un nouveau droit pénal des mineurs est ainsi entré en vigueur dans les trois entités du pays : en 2010 dans la Republika Srpska, en 2011 à Brcko et en 2014 dans la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Si les textes législatifs présentent certaines différences formelles, leur intention est identique : l'objectif est d'une part d'offrir aux délinquants mineurs de

meilleures chances de se réinsérer dans la société, d'autre part d'accroître la protection des enfants et des adolescents qui ont été victimes ou témoins d'un délit pénal.

Mise en garde assortie de mesures éducatives

« L'une des grandes innovations du nouveau droit pénal réside dans l'avertissement prononcé par la police », explique Elmedin Muratbegovic, criminologue à l'Université de Sarajevo. C'est la solution idéale pour les délinquants primaires : « Lorsqu'un jeune fait l'objet d'une mise en garde, les autorités pénales peuvent ordonner parallèlement des mesures éducatives, comme un suivi psychologique, l'intervention des services sociaux ou un contrôle accru de son assiduité scolaire. »

Le droit pénal des mineurs ouvre la voie à une collaboration plus étroite entre la police, la justice, les écoles et les services sociaux. Il renforce également la prévention. Le projet de l'Unicef soutient ces nouvelles pratiques, par exemple en assurant la formation continue de plus de mille juristes, policiers et travailleurs sociaux. ■

(De l'allemand)

Un État divisé

La Bosnie et Herzégovine a fait partie de la Yougoslavie jusqu'en 1992. Après la déclaration d'indépendance, de violents combats ont opposé ses différentes communautés. Les accords de Dayton, signés en 1995, ont mis fin à la guerre et jeté les bases de l'État actuel. La République de Bosnie et Herzégovine comprend deux entités largement autonomes – la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la Republika Srpska – et le district de Brcko qui fait partie de celles-ci tout en possédant un statut particulier. Le système juridique du pays est donc complexe. Il existe peu de réglementations valables pour l'ensemble de l'État. La plupart des lois s'appliquent au niveau des entités administratives. La réforme de la justice est en cours, mais elle s'avère laborieuse et conflictuelle.

Le lait de la Terre-Mère

Dans les Andes boliviennes, le changement climatique place la population rurale démunie face à de nouveaux défis. Avec l'aide du programme BioCultura, les paysans font évoluer les méthodes de culture traditionnelles, afin de s'adapter aux nouvelles conditions environnementales.



Les paysans d'Independencia, dans les Andes boliviennes, ont construit une vingtaine de systèmes d'irrigation pour mieux s'armer contre les effets du changement climatique.

Une harmonie malmenée

Adoptée par le peuple en 2009, la Constitution bolivienne réserve une place de choix à plusieurs éléments de la culture indigène. C'est le cas de la Pachamama (Terre-Mère) et du *sumak kawsay*, qui signifie « bien vivre » en quechua. Cette expression désigne un mode de vie dont le but est de maintenir un équilibre harmonieux entre l'homme et la nature. Elle inclut une forte composante spirituelle. La réalité est toutefois à l'opposé de cette vision : malgré une croissance économique qui frise les 5% depuis 2005, la Bolivie est le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud. Environ 40% des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, une proportion qui atteint même 60% dans les zones rurales.

(mw) « Nous nous nourrissons tous du lait de la Terre-Mère, l'eau. » De tels propos ont de quoi surprendre un Occidental. Ils n'ont toutefois rien d'inhabituel dans la bouche du ministre bolivien des affaires étrangères David Choquehuanca. Membre de l'ethnie aymara à l'instar du président Evo Morales, le chef de la diplomatie utilise souvent cette image. D'ailleurs, la Pachamama, déesse de la Terre nourricière, n'est pas propre à sa vision des choses. Depuis 2009, elle figure en bonne place dans la Constitution bolivienne.

Dans de nombreuses régions andines, l'eau est un bien rare et les spécialistes du climat prévoient que la situation s'aggravera encore au cours des décennies à venir. Les glaciers, qui constituent d'immenses réservoirs naturels, reculent à vue d'œil. Selon les prévisions, les précipitations diminueront de 10 à 30% durant le 21^e siècle sur l'Altiplano, vaste plaine située à plus de 3500 mètres d'altitude au cœur de la Cordillère des Andes.

En collaboration avec la DDC, le gouvernement bolivien a lancé en 2009 le programme BioCultura. Son objectif est d'aider quelque 15 000 familles dans environ 400 communes à mieux s'armer contre les conséquences du changement clima-

tique, à améliorer leur sécurité alimentaire et à protéger les ressources naturelles. Partant d'expériences réalisées au niveau local, BioCultura a également une portée nationale. Il contribue par exemple à l'élaboration de la politique climatique bolivienne et a soutenu la mise en place de la nouvelle Autorité plurinationale de la Terre-Mère. Cette institution gère notamment le Fonds national pour l'environnement, qui finance des projets visant à préserver le climat.

Surmonter les périodes sèches

Grâce au programme BioCultura, la région de Palermo, située dans la municipalité d'Independencia, se prépare déjà à affronter le changement climatique : sur une colline, les habitants ont construit trois grands réservoirs d'eau, qui sont alimentés par plusieurs torrents de montagne. Cela les aidera à mieux traverser les périodes sèches.

« Ces quatre dernières années, une vingtaine de systèmes d'irrigation ont été construits à Independencia avec l'appui de BioCultura. Ils desservent plus de 300 hectares de terres et près de 700 familles en profitent », indique le biologiste Roberto Daza, collaborateur du programme.

Les activités de BioCultura s'étendent à 25 municipalités. La population appartient principalement aux ethnies indigènes des Quechuas et des Aymaras, mais elle comprend aussi une minorité de Guaránis. Plusieurs villages se situent dans la *puna*, haut plateau dont le paysage lunaire est marqué par de hauts sommets et des touffes herbeuses. D'autres, moins haut perchés, occupent des vallées latérales

rels. « Sur les hauts plateaux andins, culture et agriculture sont étroitement liées. La préservation de ces valeurs constitue l'un des objectifs stratégiques du programme. »

Independencia dans le rôle de pionnière

D'ici fin 2019, BioCultura entend réaliser un objectif ambitieux : veiller à ce que toutes les muni-



Le programme BioCultura veut préserver le savoir local et d'autres valeurs culturelles. Les fêtes des récoltes et les offrandes à la Pachamama, la Terre-Mère, font partie intégrante de l'agriculture traditionnelle.

plus humides et en partie couvertes de forêts. « Chaque région doit trouver sa propre stratégie pour l'avenir », explique Roberto Daza. À Independencia, il est vital de préserver les forêts d'altitude, car leur sol emmagasine l'eau. « Durant la première phase du projet, la population a reboisé près de 80 hectares de terres. » Plusieurs villages se sont ensuite dotés de nouveaux règlements régissant l'exploitation forestière.

« L'une des priorités consiste à améliorer la production agricole dans toutes les municipalités », souligne le biologiste. À Independencia, les principales innovations sont la production locale d'engrais, la culture de nouvelles sortes de fruits, la fondation d'une organisation regroupant les producteurs d'avoine et la construction de *zanjas*, des canaux qui préviennent l'érosion.

Tous ces travaux ont été réalisés en faisant très peu appel au savoir-faire extérieur. Dans sa phase initiale, BioCultura a en effet collecté de manière ciblée les connaissances locales. « Celles-ci sont à présent diffusées dans toute la région. On les enseigne même dans les écoles », se réjouit Roberto Daza. Les archives ainsi créées englobent aussi de nombreuses coutumes et d'autres éléments cultu-

ralités élaborent et appliquent, au niveau politique, des plans stratégiques d'adaptation au changement climatique. Cinq d'entre elles ont déjà adopté une telle feuille de route. C'est le cas d'Independencia. Son plan identifie par exemple les lacunes à combler dans la législation et comprend diverses mesures destinées à protéger l'environnement et à prévenir les catastrophes. Il souligne aussi le rôle des femmes et met particulièrement l'accent sur le renforcement de la société civile, afin de mieux préparer l'ensemble de la société aux effets néfastes du changement climatique. « Cette stratégie suscite un vif intérêt de la part du gouvernement national, car il faudra à l'avenir harmoniser les plans régionaux et nationaux », relève Roberto Daza. Actuellement, le système se met en place dans tout le pays. « BioCultura a fait un travail de pionnier à Independencia. Les documents élaborés ici servent de fil rouge à d'autres municipalités. » ■

(De l'allemand)

Feu vert à l'extraction pétrolière

L'économie bolivienne dépend fortement des matières premières. Au moins deux tiers des recettes d'exportation proviennent de la vente de gaz naturel et d'autres richesses minières. Par décret, le gouvernement a autorisé en mai dernier l'extraction de gaz et de pétrole dans les réserves naturelles. En sont toutefois exclus les sites considérés comme des sanctuaires naturels et les zones humides d'importance internationale. Critiquée par les organisations environnementales, la nouvelle réglementation se heurte aussi à la résistance des organisations indigènes. Elle concerne plus particulièrement les zones de plaine, qui abritent la plupart des gisements.

DDC interne



UNODC

Le sida derrière les barreaux (vsj) Malgré des progrès remarquables, l'Afrique australe reste la région du monde la plus durement touchée par le sida. Les détenus constituent l'un des groupes de population particulièrement exposés au risque d'infection. Cela s'explique par le manque de prévention, l'insuffisance des soins et la violence sexuelle dans les prisons. Améliorer la situation au sein des établissements pénitentiaires revêt donc une importance cruciale dans la lutte contre le sida : la plupart des prisonniers ne purgent que de courtes peines. Le projet soutenu par la DDC mise aussi bien sur des mesures au niveau politique et juridique que sur l'amélioration des soins de santé.

Durée du projet : 2015-2018
Volume : 3,7 millions CHF

Criminalité urbaine en Afghanistan

(brume) L'Afghanistan connaît une urbanisation qui figure parmi les plus rapides du monde. Ce phénomène entraîne avec lui criminalité croissante, marginalisation sociale et insécurité. Un nouveau projet de la DDC aide huit municipalités à faire face à cette situation. Les autorités doivent mettre en place des mesures susceptibles d'améliorer le dialogue avec les citoyens, la sécurité et la fourniture de services répondant aux besoins de la population. Les communautés, y compris leurs

groupes marginalisés, sont encouragées à s'engager activement dans la gouvernance locale. Elles participent au développement de politiques et de programmes qui visent à renforcer la sécurité des villes. *Durée du projet : 2015-2024*
Volume : 20 millions CHF

Renforcer le Parlement serbe

(mpe) La DDC cofinance depuis 2012 un ambitieux projet de soutien au Parlement serbe, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement. Il s'agit en particulier de renforcer la fonction de surveillance de cette institution et de mettre en place un système de finances publiques transparent, tout en assurant la qualité des processus législatifs et la prise en compte de l'avis des citoyens. Le projet compte déjà plusieurs succès à son actif. Il a notamment introduit l'autonomie budgétaire du Parlement, élaboré un mécanisme de consultation d'organes non étatiques et soumis de nouvelles lois à une procédure d'audition publique. Des échanges instructifs d'expériences ont eu lieu avec les Chambres fédérales à Berne. Cependant, le chemin pour atteindre les standards européens est encore long. C'est pourquoi il a été décidé de prolonger le projet. Durant la nouvelle phase, celui-ci consolidera ses acquis et continuera d'améliorer les pro-



PNUD

cessus démocratiques dans l'élaboration des lois en Serbie. *Durée du projet : 2015-2019*
Volume : 2 millions CHF

Recrutement éthique des migrants

(hsf) Les travailleurs migrants contribuent souvent substantiellement au développement de leur pays d'origine et du pays de destination. Toutefois, des millions d'entre eux sont victimes de services de recrutement sans scrupules, qui les trompent sur les futures conditions de travail, confisquent leur passeport ou ponctionnent illégalement leur salaire. La DDC a lancé un projet afin de lutter contre ces abus : en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations, elle met au point un processus de certification volontaire pour les agences de recrutement. Ce système garantira aux travailleurs qu'une entreprise certifiée respecte les normes internationales. Avec l'appui de l'Organisation internationale du travail, le projet teste par ailleurs des pratiques équitables et éthiques dans ce domaine. *Durée du projet : 2015-2018*
Volume : 5,05 millions CHF

Soutien aux rescapés de Boko Haram

(ung) La région du Diffa, au sud-est du Niger, est confrontée à l'afflux croissant de réfugiés fuyant les attaques du groupe islamiste Boko Haram au Nigeria voisin. La DDC soutient l'International Rescue Committee (IRC) qui identifie et prend en charge ces populations vulnérables, en particulier des personnes âgées, des enfants, des femmes seules et de jeunes mères. Par le biais



Peter Biro/IRC

de comités communautaires, l'IRC évalue les besoins des réfugiés, puis les réfère aux services compétents qui leur fournissent une assistance appropriée. Les mesures mises en place par cette organisation permettent notamment de renforcer la protection des personnes contre les agressions sexuelles et de leur assurer un accès à l'eau et à l'assainissement.

Durée du projet : juillet 2015-juillet 2016
Volume : 663 681 CHF

Doper l'agriculture sud-soudanaise

(ung) Au Soudan du Sud, près de la moitié de la population souffre d'une insécurité alimentaire endémique en raison du conflit et de la crise économique qui dure depuis décembre 2013. Les marchés se sont vidés et les prix des denrées culminent à des niveaux inabornables pour la majorité des ménages. La DDC soutient un projet coordonné par Caritas Belgique dans les régions méridionales à fort potentiel agricole. L'objectif est d'améliorer la productivité de l'agriculture locale tout en assurant des prix de vente raisonnables. Le projet recourt notamment à la distribution de semences et à la mécanisation des moyens de production. Il facilite également l'accès aux marchés.

Durée du projet : août 2015-fin 2016
Volume : 642 000 CHF

Quand l'aide humanitaire joue avec l'interrupteur

L'aide humanitaire n'est pas distribuée équitablement dans le monde. Certaines crises se trouvent sous les feux des projecteurs, tandis que d'autres ont été oubliées par l'opinion publique. Souvent, les États et les organisations humanitaires n'orientent pas leurs interventions vers les besoins des populations, mais poursuivent d'autres intérêts. De Luca Beti.



Paulo Nunes dos Santos/4SEE/afp

Le conflit du Sahara occidental, qui a éclaté il y a quarante ans, n'est toujours pas résolu. Environ 150 000 Sahraouis vivent encore dans des camps de réfugiés près de Tindouf, en Algérie, où ils dépendent de l'aide internationale.

Qui se souvient encore des camps de réfugiés sahraouis installés depuis 1976 dans le désert algérien, des déplacés internes en Colombie ou des Rohingyas qui ont dû fuir le Myanmar? Pas grand monde, sans doute. Ces populations n'intéressent plus les médias et l'opinion publique. Elles reçoivent peu d'aide humanitaire. Le séisme survenu au Népal en avril dernier, par contre, a été couvert par toutes les chaînes de télévision et fait la une des journaux dans le monde entier. En même temps que les journalistes, une foule d'organisations humanitaires – étatiques et privées – ont débarqué sur les lieux de la catastrophe. Pendant plusieurs semaines, le Népal était un « point chaud » de l'aide humanitaire. Il ne l'est plus aujourd'hui. L'intérêt des médias et des ONG s'est déplacé vers d'autres lieux.

Ce que vivent les victimes de catastrophes naturelles ou de conflits s'apparente à une sorte de jeu avec l'interrupteur : les médias, mais aussi les acteurs humanitaires, allument et éteignent la lumière ; ils choisissent d'éclairer momentanément

une zone de crise, puis de la laisser dans le noir – couleur de la violence, de la faim, des maladies et de l'abandon.

L'aide humanitaire, un grand business

« Les crises sont oubliées par l'opinion publique, mais certainement pas par les victimes. Au Soudan du Sud, dans la bande de Gaza ou au Darfour, les gens affrontent chaque jour les difficultés découlant de situations tragiques qui durent depuis des années, voire des décennies. Et cela loin des caméras de CNN, de la BBC ou d'Al Jazeera », rappelle Manuel Bessler, délégué à l'aide humanitaire et chef du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA). Les médias ne sont pas les seuls à oublier ces populations. Les ONG et les pays donateurs font de même. L'aide humanitaire est devenue un grand business : plus la crise s'inscrit dans la mémoire collective des pays riches, plus il est facile de mobiliser des dons ou de convaincre les parlements de débloquer des fonds.

« L'aide humanitaire ne dépend pas uniquement de

Indice des crises oubliées

L'indice d'identification des crises oubliées (Forgotten Crisis Assessment – FCA) recense les situations d'urgence humanitaire grave, dans lesquelles la population ne reçoit pas ou pas assez d'aide internationale. Cet outil a été mis au point par le Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile (Echo). Le FCA permet d'attirer l'attention de l'opinion publique sur de telles situations, qui concernent souvent des minorités ou des communautés spécifiques à l'intérieur d'un pays. Son rapport de 2014 met en évidence douze crises oubliées, dont les réfugiés sahraouis en Algérie, la minorité Kachin au Myanmar, les réfugiés centrafricains au Cameroun ainsi que les immigrants illégaux colombiens en Équateur et au Venezuela.



Adam Dean/NYTimes/Alf

Scène de rue à Myitkyina, capitale du Kachin. Dans cet État du nord du Myanmar, la discrimination, les persécutions et la lutte pour l'indépendance font régner un climat d'insécurité depuis des décennies.

Les lacunes du système humanitaire

En juillet 2014, Médecins sans frontières (MSF) a publié le rapport *Where is everyone?* (où sont-ils tous?), qui met en lumière les difficultés et les limites de l'aide humanitaire internationale. L'organisation a analysé trois cas de déplacements forcés de populations en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et en Jordanie. Elle conclut que le système humanitaire ne répond pas de manière satisfaisante aux crises, surtout dans les situations complexes, notamment les conflits armés, et lorsque les victimes sont difficilement accessibles. Beaucoup d'acteurs humanitaires ont perdu la capacité d'intervenir à temps. Ils ne disposent ni des moyens financiers, ni des compétences nécessaires pour venir en aide aux populations les plus vulnérables. www.msf.org, chercher «Where is everyone?»

l'argent des pays donateurs, mais aussi des dons privés. Or, la générosité des gens augmente en fonction de l'espace occupé par une crise dans les informations d'actualité. C'est ce qui force nombre d'ONG à intervenir là où se concentre l'attention des médias», explique Dieter Reinhardt, politologue et journaliste allemand.

Dans le pire des cas, cela engendre parfois des situations paradoxales : les nombreuses ONG entrent en concurrence sur le lieu de la crise afin de hisser leur pavillon plus haut que les autres. C'est surtout dans les aéroports, saturés par l'afflux d'aide, que l'on assiste à ce spectacle désolant. Ce fut notamment le cas à Haïti il y a cinq ans et au Népal il y a quelques mois. « À Katmandou, on se marchait littéralement sur les pieds », se souvient Laurent Ligozat, directeur adjoint des opérations de Médecins sans frontières (MSF). « La situation était tellement chaotique que les interventions humanitaires des différents acteurs s'en trouvaient paralysées. Si la confusion régnait dans la capitale, il n'y avait presque personne dans les zones rurales et montagneuses, difficiles d'accès. »

Ensemble plutôt que les uns contre les autres

Mais le binôme média/acteurs humanitaires ne fonctionne pas toujours. Même parvenues sur le devant de la scène médiatique, certaines crises seront tout de même négligées par les donateurs. « La distribution de l'aide ne suit pas systématiquement

le principe des besoins réels, ni même de la présence médiatique. Elle répond parfois à des motivations différentes », indique Dieter Reinhardt. Parmi celles-ci, le politologue cite la sécurité, l'accès aux victimes et les intérêts géostratégiques du pays donateur. « C'est l'agenda de la politique étrangère d'un État qui définit ses priorités et son soutien financier à une intervention », confirme M. Ligozat. « Les gouvernements lient l'aide humanitaire à leurs objectifs géostratégiques. Cette politisation remet en cause les principes d'impartialité et d'indépendance de l'action humanitaire. Les organisations sont dès lors moins bien acceptées par les belligérants, ce qui complique l'accès aux victimes. »

Ainsi, les emblèmes de MSF ou du CICR ne protègent plus le personnel de ces organisations. Au contraire, dans les zones de conflit, les humanitaires deviennent des cibles sans défense. Ils sont victimes d'enlèvements ou d'exécutions, car les groupes armés les considèrent comme des parties prenantes. Secourir les populations civiles devient donc de plus en plus difficile, voire impossible. « Même après de longs pourparlers, nous restons une organisation occidentale aux yeux des parties au conflit », note Laurent Ligozat.

Les choses sont encore pires lorsque les ONG se font concurrence au lieu de collaborer. « Le manque de coopération peut mettre en péril le travail des acteurs humanitaires sur le terrain », soutient Manuel Bessler. « Nous sommes dépendants les uns



Mads Nissen/Valif

Des mères font la queue dans un bidonville de Bogotá pour inscrire leurs enfants à l'école. Elles ont quitté leurs villages, fuyant la guerre qui oppose l'armée gouvernementale et les rebelles.

des autres, y compris pour ce qui a trait à la gestion de la sécurité.»

Manque de coordination et de ressources économiques

Il n'y a pas que la coopération qui fasse défaut. Parfois, la coordination entre les différents acteurs est également insuffisante. Cette tâche revient au Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA). «Beaucoup d'ONG n'acceptent pas la coordination de l'ONU, car elles veulent rester indépendantes», rappelle Manuel Bessler, qui a travaillé pendant onze ans pour l'OCHA. C'est le cas notamment de MSF qui ne veut pas être entraînée dans la standardisation des procédures d'intervention; elle préfère préserver son indépendance qui, selon M. Ligozat, va de pair avec la rapidité des réactions.

Le problème s'atténuerait probablement très vite si les Nations Unies, les agences gouvernementales et les ONG avaient suffisamment de moyens financiers. Ces dernières années, le fossé entre les besoins de financement et les ressources économiques mises à disposition s'est creusé très rapidement. Les fonds nécessaires pour secourir les populations en difficulté s'élevaient à 16,8 milliards de dollars en 2014, soit presque deux fois plus qu'en 2012. Pour 2015, ils sont évalués à 18,8 milliards. Au milieu de l'année, on n'avait réuni que 26% de cette somme, indique un rapport de l'OCHA publié en juin.

Aujourd'hui plus que jamais, la communauté internationale est appelée à mettre en place des mécanismes susceptibles de garantir des moyens financiers suffisants aux acteurs de l'humanitaire. António Guterres, Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés, a avancé l'idée de passer du soutien financier facultatif à un système contraignant pour les États membres: un modèle similaire à celui qui régit les interventions des Casques bleus. «Une telle réforme faciliterait l'allocation des fonds nécessaires pour répondre au moins aux crises les plus graves, celles qui sont classées de niveau 3 par l'ONU, comme l'Irak, la Syrie et le Soudan du Sud», affirme Dieter Reinhardt. Pour Laurent Ligozat, la solution se trouve ailleurs: «Au lieu de chercher d'autres stratégies pour récolter plus de fonds, l'aide humanitaire devrait se doter d'un système qui lui permette d'être plus efficace et plus réactive. En outre, la communauté internationale doit soutenir les gouvernements pour qu'ils puissent affronter les crises par eux-mêmes. C'est là qu'est la solution.»

On cherche depuis longtemps des solutions pour résoudre les catastrophes humanitaires – celles qui sont sous les feux des projecteurs, comme celles que l'opinion publique a oubliées. Le Sommet humanitaire mondial, qui se tiendra à Istanbul en 2016, se promet d'en trouver. ■

(De l'italien)

Pour une meilleure coordination

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a été créé en 1991 pour mieux coordonner la réponse humanitaire des acteurs nationaux et internationaux aux crises et aux catastrophes. Il a également pour tâche de défendre les droits des personnes en difficulté, de promouvoir la rapidité des actions et la prévention, et de favoriser les solutions durables. L'OCHA est soutenu financièrement par 26 pays donateurs, dont la Suisse. En 2014, son budget était de 327 millions de dollars. Le bureau emploie plus de 2300 personnes, déployées entre ses deux sièges centraux – Genève et New York – et plus de trente bureaux à travers le monde. Depuis fin mai 2015, l'OCHA est présidé par le Britannique Stephen O'Brien.

www.unocha.org

Fini les romances, j'entre en guerre

L'été 2014 touchait à sa fin. Je travaillais depuis près d'une année à mon nouveau long métrage, intitulé *Un roman sur la Baltique*. Le tournage devait commencer bientôt. Le sujet du film est une histoire d'amour éphémère sur la côte sauvage et romantique de notre mer intérieure : une célèbre actrice lettone de 48 ans rencontre un jeune Lituanien de 18 ans. Au cours de leur balade sur le rivage, ils passent en l'espace d'une journée par toutes les émotions propres à une relation de couple. Ils comprennent aussi que leur amour est sans avenir et s'estompera dès qu'ils auront franchi la dune pour retrouver le monde réel.

Durant la dernière semaine de l'été, j'ai emmené les acteurs sur la côte baltique. Les essais furent concluants : les deux protagonistes se complétaient parfaitement et ils ont très vite sympathisé. Au soir du 31 août, j'ai conduit l'actrice à Liepaja, où elle a pris le bus pour Riga, et ramené l'acteur à Palanga, d'où partait un bus pour Vilnius. De mon côté, je suis ensuite retourné à Svetoji pour passer quelques jours dans cette station

balnéaire lituanienne à la frontière lettone. Installé dans un appartement de location, je sirotais du whisky en songeant à mon futur film.

Rien ne laissait présager que cette journée changerait ma vie. J'ai allumé la télévision pour suivre les actualités. Comme chaque soir depuis six mois, il était question de tensions croissantes dans l'est de l'Ukraine : nouveaux combats, nouvelles victimes. Et c'est alors que cela s'est produit. J'ai soudain senti la guerre en moi. Ni crainte ni colère, mais un sentiment d'absurdité, une perte de motivation. Mes projets n'avaient plus de sens. Si cette guerre arrive jusqu'à moi (tout le monde annonce qu'après l'Ukraine viendra le tour des pays baltes), elle balaiera tout. Je dois donc m'y préparer d'une manière ou d'une autre.

Là-bas, en Ukraine, des enfants de l'ex-Union soviétique s'entretenent. Même dans le pire de leurs cauchemars, ils n'auraient pu imaginer un tel avenir. Aujourd'hui, c'est pourtant leur réalité. Mais comment puis-je me préparer ? Apprendre à tirer au fusil d'assaut, à conduire un

char, à trucider des Russes ? Ce serait insensé. Quel soldat ferais-je ? Je suis incapable de tuer un être humain.

En cette nuit de 1^{er} septembre, je suis resté longtemps sur mon balcon à ressasser des idées noires, à fumer cigarette sur cigarette et à siroter le reste du whisky... Soudain, ma décision était prise : j'entre en guerre. Ma guerre à moi. Je me mobilise. J'écrirai, c'est la seule chose que je sache faire, mais uniquement sur ce thème. Sur le mal. Je ferai tout pour que la guerre n'éclate pas. Et si elle se termine avant d'avoir commencé, une fois la menace écartée, je retournerai aux romances.

En secret, je pensais changer d'avis au matin, quand le jour aurait dissipé les vapeurs du whisky. Mais ce ne fut pas le cas. Ni le lendemain, ni une année plus tard. *Un roman sur la Baltique* dort toujours dans un tiroir. L'actrice lettone a bien tenté de me faire revenir sur ma décision, arguant que les écrits de guerre parlent d'amour, car c'est le seul espoir qui subsiste. Un producteur de théâtre de Varsovie me tient le même discours. Lui au-



Marius Ivaskevicius, 42 ans, fait partie de la nouvelle génération d'écrivains lituaniens. C'est l'un des auteurs contemporains les plus importants de son pays. Il a déjà publié huit ouvrages, dont certains ont été traduits dans d'autres langues. Pour l'instant, seule la pièce *Le Voisin* existe en français. Elle a été publiée en 2003 par les Presses universitaires de Caen dans un ouvrage intitulé *Deux dramaturges lituaniens*. Très éclectique, Marius Ivaskevicius est également journaliste, scénariste de courts-métrages, dramaturge, réalisateur de documentaires et metteur en scène. Il a écrit le scénario et mis en scène lui-même son dernier film *Santa*, distribué dans les cinémas l'an dernier. Il vit et travaille à Vilnius.

rait bien voulu que je lui écrive une pièce sur l'amour, thème de la saison.

J'en suis incapable. Par manque de motivation. J'écris sur le mal, pour le confondre. Les gens devraient en être saturés au point de ne vouloir plus que de l'amour après avoir vu mon film ou ma pièce. Je sais que cela ne changera pas la face du monde, car je ne suis qu'une minuscule fourmi, mais je me dois de tenir le serment fait sur ce balcon : je serai un soldat pendant quatre ans. Une année est déjà passée. Il en reste trois. Le 1^{er} septembre 2018, je «reviendrai». J'ignore comment je serai et comment sera le monde, mais je reviendrai. Je quitterai l'armée et mes textes parleront d'amour. Car la guerre durera quatre ans. C'est ainsi que j'en ai décidé sur ce balcon. ■

(Du lituanien)



Piotr-Jan De Puyelaer

L'art dans les régions en crise

En période de crise, l'art et la culture sont le plus souvent relégués au second plan. D'innombrables exemples prouvent pourtant que les activités artistiques ont leur utilité lors de conflits, car elles peuvent ouvrir de nouvelles perspectives. De Gabriela Neuhaus.



Qattan Centre for the Child

Dans la bande de Gaza, des projets théâtraux aident des enfants et des adolescents à surmonter les traumatismes qu'ils ont subis durant la guerre.

La pédagogue sociale Heyam Hayek, qui vit dans la bande de Gaza, et l'actrice Iman Aoun, cofondatrice du théâtre Ashtar, travaillent toutes deux avec des adolescents traumatisés. Ces Palestiniennes se connaissent depuis longtemps. Pourtant, leur première rencontre ne remonte qu'à mai dernier, quand elles ont eu l'occasion de participer à un atelier sur le thème « Art in Conflict », organisé par la Haute école d'art de Zurich (ZHdK). Iman Aoun vit à Jérusalem. Depuis 1999, Israël ne lui octroie plus l'autorisation de se rendre à Gaza. À l'inverse, les adolescents avec qui elle travaille ne peuvent pas quitter Gaza. Iman Aoun communique donc avec eux par Skype et YouTube. Cette comédienne est convaincue que l'art peut générer des changements. Et la gravité des problèmes fait froid dans le dos lorsqu'elle évoque les *Monologues de Gaza*.

Dans le cadre de ce projet, des jeunes de 14 à 18 ans ont relaté ce qu'ils ont vécu pendant la guerre de Gaza en 2008 et 2009. En exprimant leur détresse et leurs blessures, ils ont pu surmonter les traumatismes subis durant cette période. Traduits en 18 langues et adaptés en pièces radiophoniques ou de théâtre et en films, les *Monologues de Gaza* ont été présentés dans le monde entier. Ces adolescents ont ainsi



Ashtar Theatre



Qattan Centre for the Child

fait renaître l'espoir, hélas rapidement anéanti par l'éclatement d'une nouvelle guerre. Iman Aoun et son équipe ne baissent pas les bras pour autant : ils organisent actuellement des ateliers via Internet avec les jeunes, afin de répondre par l'humour et le courage au désespoir qui paralyse les écoles de la région.

Moins cher qu'une thérapie

Au Qattan Centre for the Child, à Gaza, Heyam Hayek mise également sur l'art pour aider les enfants à retrouver une existence plus ou moins normale.

Beaucoup de mineurs qui viennent se réfugier au centre ont subi un tel choc qu'ils ne parlent plus. « Le dessin, la danse et les jeux de rôles aident les enfants à se laisser aller et à retrouver le calme. L'art produit le même effet qu'une thérapie, mais il est plus direct et moins coûteux », résume cette femme de 35 ans. À l'instar de nombreux projets similaires, le théâtre Ashtar et le Qattan Centre for the Child mènent leurs activités avec l'ap-



Dagmar Reichert (2)

Nouvelles initiatives sur la scène culturelle de Géorgie: des jeunes improvisent en utilisant des instruments qu'ils ont construits avec des matériaux de récupération.

pui de diverses organisations internationales. Depuis quelques années, des agences de développement et des ONG misent de plus en plus sur l'art et la culture pour désamorcer et surmonter les crises, ainsi que pour encourager les changements sociétaux.

L'art et la manière

Cette approche est pourtant critiquée tant par des spécialistes du développement que par des artistes. Durant l'atelier qui a eu lieu à Zurich, les participants se sont demandé notamment s'il est utile et légitime de consacrer de l'argent à l'art dans des situations de crises aiguës. Cette question se pose d'une part parce que la priorité revient aux soins médicaux ou à l'approvisionnement en denrées alimentaires. D'autre part, certains craignent que des activités artistiques soient instrumentalisées et qu'elles ne servent de moyen d'endoctrinement. La fondation Art as Foundation, initiatrice de

l'atelier organisé conjointement par la ZHdK et la DDC, est très claire sur ce point: elle plaide avec conviction en faveur de l'intégration de projets artistiques dans les interventions humanitaires et les situations de crise, parce que cela crée de nouvelles marges de manœuvre dans la résolution de conflits et autorise d'autres manières d'agir. L'Allemande Ruth Noack, historienne de l'art et commissaire d'expositions, participait également à l'atelier. Elle a opposé deux types d'art: celui qui permet d'améliorer une situation ou s'exprime dans des activités de promotion de la paix et «un art complètement différent» qui constitue une fin en soi. Une telle distinction est peu utile pour les artistes des régions en crise. «C'est une approche bourgeoise», commente Iman Aoun. «Tout le monde a besoin d'activités créatrices pour s'exprimer. Lorsque ces capacités disparaissent, la violence et la guerre ris-

quent de prendre le dessus. L'art est indispensable.»

Des messages sociaux

Le Moldave Mihai Fusu considère l'art comme une possibilité unique de s'attaquer aux tabous sociaux. Avec sa troupe, il recherche, écrit et met en scène des pièces sur divers sujets – traite d'êtres humains, violence ou amour en prison – qui rencontrent un vif succès international. Il ne peut mener ses activités qu'avec des appuis financiers étrangers. Sans ces sponsors, la scène culturelle moldave serait extrêmement monotone, souligne le fondateur du centre culturel Coliseum à Chisinau. Les théâtres financés par l'État ne présentent que des pièces dépourvues de tout aspect critique, le plus souvent des co-



Ramin Mazur (3)



de développer leurs capacités créatrices et d'en faire peut-être à terme une source de revenus.» Le festival culturel de Tskaltubo, qui a lieu chaque automne et bénéficie notamment du soutien d'Art as Foundation, est une première initiative dans ce sens. Précédée et accompagnée par une foule d'ateliers, cette manifestation créée en 2013 offre à la population l'occasion de découvrir des nouveautés et d'exercer sa créativité. De plus, les artistes qui donnent des représentations et des cours au festival viennent non seulement de toute la Géorgie, mais aussi de l'étranger. «Pour les gens d'ici, il est important de connaître d'autres cultures et d'éviter de tourner en rond. Nous ne voulons pas rester isolés dans notre coin, mais faire partie du monde», souligne



Des thèmes sociaux tabous sous les feux de la rampe : pour leur dernier spectacle, consacré à l'amour, des metteurs en scène de Chisinau ont fait des recherches dans les prisons moldaves.

médies inoffensives. «Le gouvernement n'engage pas des gens susceptibles de montrer au public les problèmes qu'il ne parvient pas à résoudre», remarque Mihai Fusu avec un clin d'œil. «Bien entendu, l'art doit être esthétique et distrayant», concède-t-il. De son côté, ce créateur accorde une importance cruciale à l'engagement social : «Je mets en scène des pièces de théâtre qui

véhiculent un message utile et m'efforce toujours d'en faire des chefs-d'œuvre.»

Nouvelles perspectives

Un autre exemple illustre la variété des contextes de crise dans lesquels l'art peut jouer un rôle utile. À Tskaltubo, ville située dans l'ouest de la Géorgie, les sanatoriums de l'ancien centre de cure ont accueilli des milliers de

réfugiés venus d'Abkhazie. Certains vivent dans ces établissements depuis plus de vingt ans, sans espoir de retour. «Les efforts du gouvernement géorgien pour les intégrer sont récents», raconte Tamara Janashia, directrice du Culture and Management Lab, une plateforme destinée à promouvoir la culture contemporaine en Géorgie. «Il s'agit aussi d'offrir à ces gens la possibilité

Tamara Janashia. Ses yeux s'illuminent lorsqu'elle se souvient de l'atelier animé par la Suisse Franziska Koch qui a travaillé avec des adolescents pour construire des instruments à partir d'objets de récupération : «C'était magique ! On n'avait jamais rien vu de tel en Géorgie.» ■

(De l'Allemand)

Service

Voyages



Tourisme équitable

(gn) Partout dans le monde, le tourisme est l'un des principaux secteurs économiques. Selon l'Organisation mondiale du tourisme, plus d'un milliard de voyages internationaux ont été entrepris en 2014. Ces dernières années, les vacanciers choisissent de plus en plus souvent de se rendre dans les pays émergents et en développement. Pour que le tourisme bénéficie à la population locale, il importe toutefois de créer un cadre approprié, à l'instar du commerce équitable dans d'autres domaines. Remis à jour, le site Fairunterwegs (en allemand) montre qu'il est possible de pratiquer un tourisme équitable et durable, afin que les vacances n'apportent pas des avantages uniquement aux voyageurs. Il est géré par le Groupe de travail Tourisme et développement, qui compile des informations du monde entier et les actualise chaque jour. Cette base de données unique en son genre porte sur des thèmes n'ayant pas toujours un lien direct avec le tourisme. Avec ses nombreux conseils et articles de fond sur des destinations et des tendances actuelles, Fairunterwegs ne fournit pas seulement des informations indispensables aux gens qui planifient des vacances et aux voyageurs. Il offre aussi de la lecture passionnante à ceux qui restent chez eux.

www.fairunterwegs.org

Ambassadeurs de l'Extrême-Orient à Nyon

(er) Les organisateurs du Paléo Festival de Nyon, qui a fêté sa 40^e édition, ont toujours présenté des « musiques d'ailleurs ». Le Village du Monde en est l'illustration depuis 2003. Cette année, il a fait la part belle aux trouvailles d'Extrême-Orient, dont une sélection lucide et fidèle a été réunie sur un CD. Les 18 morceaux viennent de différents pays, comme la Mongolie, la Chine, le Japon, la Russie, Taïwan, la Corée du Sud et la Thaïlande. Cette

compilation propose un voyage sonore fascinant au cœur d'un univers millénaire et foisonnant de musiques. Les contrastes sont uniques : le groupe Huun Huur Tu, originaire de la République russe de Touva, se sert



du chant diphonique, mêlant voix de larynx, de bouche et de nez. Accompagné de violons à cordes en crins de cheval, le sextuor mongol Haggai allie des accords de violon et un punk rock incisif. Quant à Wang Li, virtuose chinois de la guimbarde, il tire de son instrument une méditation toute en finesse, presque futuriste. La chanteuse Maïa Barouh utilise une technique vocale japonaise pour surfer sur une électro-pop des plus actuelles. Sans oublier tous les autres artistes à découvrir sur ce CD.

Divers artistes : « Extrême-Orient – Paléo Festival Nyon – Village du Monde 2015 » (Paléo Festival Nyon/Disques Office/RTS)

Des jumelles aux voix fascinantes

(er) Avec le commerce des esclaves, c'est aussi un mélange de sonorités jazz, de pop avant l'heure et de mélodies rituelles yoruba qui, parties d'Afrique occidentale, sont arrivées à Cuba. Puisant dans ce riche trésor, les sœurs jumelles franco-cubaines Lisa-Kaindé et Naomi Díaz ont trouvé leur style, qu'elles qualifient de « negro spirituals contemporains ». Âgées de 20 ans, elles forment le duo Ibeyi, ce qui signifie « jumeau » en yoruba. Ce sont les filles du joueur de congas cubain Miguel Angá Díaz, décédé en 2006, qui faisait partie du Buena Vista Social Club. Le duo vient d'enregistrer un magnifique album éponyme. Telle un souffle de vie, la voix claire de Lisa-Kaindé s'élance et enveloppe celle de Naomi, tout aussi fascinante. Puis les deux se rejoignent pour construire de somptueuses harmonies. Très personnelles, les paroles des morceaux plurilingues sont dédiées aux morts. Elles évoquent les orishas, divinités de



la religion yoruba, mais aussi la solitude des grandes villes. Le fond sonore – piano électrique et synthétiseur soutenus par les rythmes du cajón et des percussions corporelles – confère à l'ensemble une vibrante intensité.

Ibeyi : « Ibeyi » (XL Recordings/Musikvertrieb)

Harmonie magique

(er) La voix pleine et claire de Mahsa Vahdat reprend les vers des grands poètes mystiques persans Hafez (1320-1389), Rumi (1207-1273) et Omar Khayyam (1048-1131). Son chant lumineux se déploie au-dessus de prudents accords de piano à la sonorité jazzy, subtilement servis par le toucher délicat d'un pianiste norvégien. Deux musiciens de Téhéran, un joueur de kamancheh (sorte de vièle iranienne) et un percussionniste complètent la toile instrumentale. L'univers intemporel de Mahsa Vahdat allie en une harmonie magique la musique contemporaine et la beauté de la poésie traditionnelle. Les textes de ce premier album solo, enregistré dans une église d'Oslo, sont présentés en persan et en anglais dans un charmant livret. À 42 ans, la chanteuse reste très engagée en faveur de la liberté artistique, en particulier celle des musiciennes iraniennes qui, comme elle, ne peuvent pas se produire en public dans leur pays.

Mahsa Vahdat : « Traces Of An Old Vineyard » (Kirkelig Kulturverksted/Indigo)

Guides de voyage au féminin

(gn) Monica Lucas vit à Korron-go, un petit village masaï en Tanzanie. Devenue veuve très tôt, elle a dû travailler dur pour permettre à ses six enfants de fréquenter au moins l'école primaire. Holo Makwaia est procureure et a œuvré au sein du Tribunal pénal international pour le Rwanda, basé à Arusha. Asia Kimaryo a ouvert en 2006 un café à Moshi, dans le nord de la Tanzanie, où elle emploie des mères célibataires. De son côté, la journaliste Vicky Ntetema combat la discrimination qui vise les albinos dans ce pays. Ce sont quelques-unes des figures dont le lecteur fait la connaissance



Giuseppa Salerno

grâce à un guide de voyage consacré à la Tanzanie et publié dans la collection « Le Monde des Femmes ». Elisabeth Thorens, écrivaine-voyageuse, et Carin Salerno, spécialiste du développement, nous emmènent à travers ce pays en se focalisant sur la vie des femmes, leur travail, leur art et leurs rêves. Les conversations témoignent d'une ouverture et d'une confiance étonnantes entre les Tanzaniennes inter-

viewées et les deux auteures. Ces dernières prévoient d'ailleurs de rencontrer des femmes d'autres pays : dans la même collection, un ouvrage explorant le Myanmar paraîtra début 2016 et le troisième volume sera consacré à la Suisse. *Elisabeth Thorens et Carin Salerno* : « *Le Monde des Femmes – Tanzanie* », en français et en anglais, Édition d'En Bas, Lausanne 2015

Odyssée somalienne

(gn) Jama grandit dans les rues d'Aden. Sa mère, une ouvrière d'usine d'origine somalienne, peine à subvenir à leurs besoins. Lorsqu'elle meurt, Jama se retrouve seul au monde. Il quitte alors le Yémen et se rend au Somaliland pour y retrouver sa famille. La quête de son père, parti dans une contrée lointaine pour gagner de l'argent en tant que chauffeur, pousse le jeune garçon toujours plus loin. Entre 1935 et 1947, Jama parcourt une Afrique de l'Est malmenée par le colonialisme et le fascisme. Il se rend à Djibouti, en Érythrée, en Égypte, au Soudan et, enfin, à Londres. Dans son premier roman *Black Mamba Boy*, l'écrivaine anglo-somalienne Nadifa Mohamed décrit avec une grande sensibilité la pauvreté et la société archaïque d'où est issu le jeune homme. Elle relate son odyssée à travers le chaos de la Seconde

Guerre mondiale. L'écrivaine s'inspire de l'histoire de son propre père. Bien que celle-ci remonte à cinquante ans déjà, les aventures de Jama sont d'une actualité sidérante : fuyant une Afrique de l'Est secouée par les guerres, des milliers de personnes se lancent aujourd'hui encore dans l'inconnu, espérant trouver une vie meilleure. Contrairement à Jama, elles ont rarement la chance de leur côté.

Nadifa Mohamed : « *Black Mamba Boy* », éditions Phébus, 2011

Abonnez-vous à la Newsletter!

Internet La Newsletter de la DDC diffuse une sélection d'informations sur la coopération suisse au développement et l'aide humanitaire. Chaque édition est consacrée à un sujet d'actualité. Elle présente aussi des projets, des publications, des films et des manifestations. La Newsletter paraît tous les deux mois en allemand, français, italien et anglais. www.ddc.admin.ch/newsletter



DDC

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Manuel Sager (responsable)
Catherine Vuiffroy (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Sarah Jaquiéry, Pierre Maurer, Gabriela Neuhaus, Christina Stucky, Özgür Ünal

Rédaction :

Gabriela Neuhaus (gn – production),

Luca Beti (lb), Jane-Lise Schneeberger (jls), Mirella Wepf (mw), Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DFAE, Service de l'information,

Palais fédéral Ouest, 3003 Berne,
Courriel : deza@eda.admin.ch
Tél. 058 462 44 12
Fax 058 464 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 51 200

Couverture : Bourse des matières premières, Addis-Abeba ; Jan Grarup/laif

ISSN 1661-1675

Coup de cœur

RPH

Un musée soviétique à ciel ouvert

Le photographe genevois Nicolas Righetti, cofondateur de l'agence Lundi 13, a publié plusieurs livres de reportages.

Depuis 2010, je me suis rendu à cinq reprises en Transnistrie. Je voulais comprendre comment on vit dans un pays qui n'existe pas. Ce territoire sécessionniste de la Moldavie possède une Constitution, une monnaie, une armée, un président... bref, tous les attributs d'un État. Mais la communauté internationale ne le reconnaît pas comme tel. Sur place, j'ai découvert un musée soviétique à ciel ouvert. Les gens vivent dans la nostalgie de l'URSS, dont ils perpétuent le souvenir et les traditions. La rue Karl Marx ou celle du 25 octobre n'ont pas été débaptisées. On repeint et bichonne les statues de Lénine. Lors de la fête nationale, hommes et femmes arborent fièrement leurs médailles, symboles d'une époque révolue. Autre vestige du passé, le passeport soviétique est toujours valable. Tout comme celui de la Transnistrie, il ne permet toutefois d'aller nulle part. Cela n'empêche pas les habitants d'émigrer massivement, surtout vers Moscou, pour fuir un chômage endémique. Ils obtiennent facilement un passeport russe.

(Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger)

« Pour faire du bien, on doit renoncer aux grands bénéfiques. C'est pour cela qu'il existe si peu d'entreprises sociales. »

Patrick Struebi, page 13

« Au lieu de chercher d'autres stratégies pour récolter plus de fonds, l'aide humanitaire devrait se doter d'un système qui lui permette d'être plus efficace et plus réactive. »

Laurent Ligozat, page 29

« Tout le monde a besoin d'activités créatrices pour s'exprimer. Lorsque ces capacités disparaissent, la violence et la guerre risquent de prendre le dessus. »

Iman Aoun, page 32
